



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 031

Le mardi 4 mai 2021

Président : M. Bob Bratina



Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

Le mardi 4 mai 2021

• (1105)

[Traduction]

Le président (M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.)): Nous avons maintenant le quorum. Je déclare donc la séance ouverte.

Je commencerai par souligner que, lorsque nous sommes à Ottawa, nous nous réunissons sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée le 29 avril 2021, le Comité poursuit son étude sur la sécurité alimentaire dans les collectivités du Nord.

J'invite nos témoins à parler et écouter dans la langue officielle de leur choix. L'icône du globe au bas de votre écran vous permet de sélectionner l'anglais ou le français. Lorsque vous avez commencé à témoigner, vous pouvez passer d'une langue à une autre — pendant que vous parlez — sans changer cette icône. Quand vous avez la parole, assurez-vous que votre caméra est allumée et parlez lentement et clairement. Lorsque vous ne parlez pas, votre micro doit être en sourdine.

Conformément à la motion adoptée le 9 mars 2021, j'informe le Comité que Silvano Cendou et Merlyn Recinos n'ont pas terminé les essais techniques préliminaires.

Nous accueillons aujourd'hui, par vidéoconférence, les témoins suivants: M. Duane Wilson, vice-président des relations avec les intervenants d'Arctic Co-operatives Limited; M. Daniel Lelievre, gestionnaire des services aux magasins de la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec; deux représentants de North West Company, M. Alex Yeo, président du marché canadien et M. Michael Beaulieu, vice-président des ventes et opérations au Canada. Enfin, nous accueillons M. Wade Thorhaug, directeur général du Centre communautaire d'alimentation Qajuqturvik.

Merci à tous d'être avec nous aujourd'hui.

Monsieur Wilson, voulez-vous commencer votre déclaration liminaire? Vous avez la parole pour six minutes.

M. Duane Wilson (vice-président, Relations avec les intervenants, Arctic Co-operatives Limited): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je souhaite un sincère bonjour aux distingués membres du Comité, ainsi qu'aux anciens participants à Canada C3, où qu'ils se trouvent ce matin. Je vous remercie vraiment de me donner l'occasion de participer et de partager mon point de vue sur les défis liés à la sécurité alimentaire dans les communautés éloignées uniquement accessibles par avion.

Je pense que M. Lelievre serait d'accord avec moi pour dire que, lorsque nous regardons en arrière ou que nous écoutons et lisons

l'histoire des premiers dirigeants des coopératives dans l'Arctique canadien, nous devons reconnaître que le mouvement coopératif était axé sur la réconciliation économique, la sécurité alimentaire, l'entreprise sociale et l'entrepreneuriat collectif bien avant que quiconque n'invente ou ne définisse ces termes. Au cours des dernières décennies, les coopératives ont collaboré et se sont diversifiées pour réaliser des économies d'échelle en concrétisant leur vision de gens travaillant ensemble pour améliorer leur bien-être social et économique.

Compte tenu du peu de temps qui m'est alloué, j'aimerais confirmer que notre organisme est convaincu qu'une discussion holistique sur la sécurité alimentaire inclut les aliments traditionnels qui ont toujours soutenu la population de l'Arctique canadien et qui demeurent l'alimentation la plus nutritive et culturellement appropriée pour de nombreux résidents des communautés éloignées uniquement accessibles par avion.

Toutefois, mes observations d'aujourd'hui porteront surtout sur les aliments achetés dans les commerces, un domaine que notre organisme connaît bien et qui offre les meilleures possibilités d'avoir une influence.

Il est très facile de comparer le prix des articles vendus à Winnipeg à celui des articles vendus à Whale Cove. Beaucoup feraient valoir que les coûts du transport ou d'autres coûts d'exploitation élevés sont les raisons qui expliquent certaines de ces différences.

Les résidents du Nord transportent des marchandises. Ils achètent des billets d'avion. Ils paient des coûts élevés pour des services publics de base comme l'électricité et Internet. Je pense donc que beaucoup de résidents comprennent ces différences de coûts. Cependant, plusieurs ne comprendront pas complètement le rôle essentiel joué par les économies d'échelle — ou, plus précisément, l'absence d'économies d'échelle — dans le coût des produits dans les collectivités éloignées.

Le programme Nutrition Nord Canada a commandé un rapport sur cette question précise, intitulé « The Roles of Scale, Remote, Business Structure, Competition and Other Operational Factors in Nutrition North Canada's Relationship with Canada's Northern Retail Operations », qui fut rédigé par A.J. Phillips & Associates en novembre 2017. Pour votre bénéfice, je vais transmettre une copie de ce rapport à votre greffier. J'encourage fortement les membres du Comité à lire ce rapport qui présente une évaluation intéressante et éclairante de ces sujets.

Toutefois, j'aimerais mentionner que le sommaire mentionne ceci:

L'économie du Nunavut n'a pas la taille ou la « masse critique » nécessaire pour soutenir une structure de marché normale et

Les longues chaînes d'approvisionnement, avec des modes manquants, exacerbent l'impact de l'absence de masse critique du marché...

Bien que ces observations mentionnent le Nunavut en particulier, je ferais valoir qu'elles s'appliquent également aux autres territoires et à une bonne partie des régions septentrionales de nombreuses provinces. Il serait peut-être important que nous comprenions que les conséquences imprévues de l'affectation de ressources à des projets marginaux ou à des initiatives — comme des serres, ou l'acceptation des commandes directes par Nutrition Nord Canada — pourraient avoir le résultat négatif non intentionnel d'éroder davantage les économies d'échelle possibles au détriment de tous et au profit de quelques-uns. Cela se manifeste par des fuites économiques dans de nombreuses communautés.

Le rapport souligne également le lien particulier entre le revenu des ménages et la sécurité alimentaire ou, inversement, l'insécurité alimentaire. La recherche par échantillonnage et les données montrent qu'il existe une forte corrélation entre le revenu et la sécurité alimentaire. Dans leur rapport intitulé « L'insécurité alimentaire des ménages au Canada », Tarasuk et Mitchell signalent que 60,5 % des ménages qui déclarent que l'aide sociale est leur principale source de revenus éprouvent des problèmes de sécurité alimentaire, comparativement à moins de 12 % dans le cas des ménages dont le revenu provient de travail rémunéré.

Les données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de Statistique Canada indiquent que plus de 93 % des ménages du Nunavut prestataires de l'aide sociale souffrent d'insécurité alimentaire. Encore une fois, je serai heureux de transmettre le rapport que je cite au greffier du Comité au bénéfice des membres.

Bien que le programme Nutrition Nord Canada ait une incidence sur une partie des coûts de l'équation, il ne fait rien pour corriger les lacunes au plan des économies d'échelle et il ne s'attaque pas non plus au déterminant le plus fiable pour la sécurité alimentaire, c'est-à-dire le revenu.

• (1110)

Ceux d'entre nous qui ont passé du temps dans des communautés éloignées savent qu'il y a des écarts élevés entre les revenus et une répartition bimodale qui sont masqués par des statistiques qui citent les moyennes ou les niveaux médians du revenu des ménages. Dans son témoignage, je crois que M. Natan Obed a mentionné que les recherches de l'organisme Inuit Tapiriit Kanatami avaient révélé certains de ces problèmes.

Je pourrais continuer longtemps, mais pour respecter le temps qui m'est alloué, je vais m'arrêter ici. Pendant le temps dont nous disposons, nous ne ferons que commencer à décortiquer tous les enjeux entourant ce sujet important, mais je serai heureux d'essayer de répondre à vos questions et d'apporter des éclaircissements. Je communiquerai également mes coordonnées au greffier du Comité au cas où des membres aimeraient communiquer avec moi à une date ultérieure.

Merci, monsieur le président. Voilà qui termine mon exposé.

Le président: Merci, monsieur Wilson. Nous vous en sommes très reconnaissants.

Monsieur Lelievre, vous avez la parole pour six minutes.

[Français]

M. Daniel Lelievre (directeur, Services aux magasins, Fédération des coopératives du Nouveau-Québec): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Je suis heureux d'avoir l'occasion de m'adresser au Comité.

Comme M. Wilson a déjà mentionné plusieurs points sur les coopératives, j'essaierai de ne pas répéter ses propos.

M. Wilson et moi sommes les représentants de deux coopératives [*difficultés techniques*] et nous éprouvons des problèmes similaires. Pour ma part, j'aimerais surtout mettre l'accent sur les infrastructures.

Au Nunavik, la population est grandissante et la construction de nouvelles infrastructures ne suit pas l'évolution démographique actuellement.

Par ailleurs, nos avions ne sont pas réfrigérés, ce qui cause beaucoup de difficultés pour ce qui est de maintenir la fraîcheur des produits. Cela pourrait engendrer un gros problème en matière de sécurité alimentaire.

De plus, beaucoup d'information circule dans les médias sociaux et cela cause beaucoup de problèmes à nos détaillants. Les gens ne sont pas conscients des coûts réels associés à la vie dans le Nord ou en région éloignée. Plusieurs facteurs influent sur le coût des produits et beaucoup d'éléments jouent contre nous, notamment les conditions météo. Il faut offrir de la formation aux gens et les informer afin qu'ils comprennent la réalité du Nord.

En gros, c'est ce que je voulais dire. M. Wilson a déjà tout dit et je ne veux pas être redondant. Pour nous, ce sont les besoins en matière d'infrastructure qui sont les plus criants.

Je vous remercie de votre attention.

• (1115)

[Traduction]

Le président: Monsieur Lelievre, c'est votre témoignage?

[Français]

M. Daniel Lelievre: Oui, en effet. Je ne veux pas que mes propos soient redondants.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie beaucoup.

Nous allons maintenant passer à M. Yeo et à M. Beaulieu, pour six minutes.

M. Alex Yeo (président, Marché canadien, North West Company): Merci, monsieur le président, et bonjour à tous les témoins. Je vous remercie encore une fois d'avoir invité la North West Company à témoigner sur le sujet vraiment important de la sécurité alimentaire dans les collectivités du Nord.

Je vais commencer par vous présenter brièvement la North West Company. Nous exploitons 135 épiceries locales au Canada et nous offrons une vaste gamme de produits et de services adaptés aux besoins de chaque communauté. Bien que nos activités se concentrent surtout sur l'alimentation, nous offrons également une vaste sélection de marchandises générales, de services de santé, d'optométrie et de pharmacie, ainsi que des services financiers. Nous sommes le plus important employeur d'Autochtones dans le Nord. De plus, nous exploitons une compagnie aérienne, North Star Air, qui offre des services de fret à 35 collectivités de l'Ontario, du Manitoba et du Nunavut.

Je vous offre cet aperçu pour vous permettre de comprendre que nous sommes profondément intéressés à la chaîne de valeur des produits alimentaires et à la chaîne d'approvisionnement dans le Nord du Canada, et souligner le fait que la sécurité alimentaire est quelque chose qui nous tient à cœur en tant que détaillant communautaire bien établi.

Les deux intervenants précédents ont abordé plusieurs aspects dont je vais également parler.

Je voudrais d'abord faire valoir que la sécurité alimentaire est fondamentalement liée au problème plus vaste de l'insécurité financière et du coût élevé de la vie et des activités dans le Nord, compte tenu du contexte opérationnel complexe.

Premièrement, le coût de l'énergie est jusqu'à 10 fois plus élevé au Nunavut que dans le Sud. La réparation d'un immeuble dans le Nord peut coûter 50 % plus cher en raison du coût du transport aérien des fournitures et des travailleurs spécialisés et du manque d'infrastructure mentionné par les intervenants précédents.

Les répercussions financières des politiques écologiques peuvent avoir des effets démesurés dans le Nord en raison de l'énorme empreinte carbone associée aux activités dans cette région du Canada. Par exemple, l'utilisation de combustibles marins à faible teneur en soufre par les navires qui naviguent dans l'Arctique fera augmenter les coûts du transport maritime. C'est la bonne chose à faire, mais cela aura une incidence démesurée sur le prix des aliments au Nunavut seulement. Selon Transports Canada, cette transition vers des carburants à faible teneur en soufre pourrait faire augmenter le prix des aliments de 2 % et représenter des coûts variant de 500 \$ à 700 \$ par année pour chaque ménage du Nunavut. En même temps, aucun programme de soutien du revenu dont dépendent bon nombre de nos clients, qu'il s'agisse des prestations pour enfants ou des prestations de vieillesse, n'est indexé au coût plus élevé de la vie, des activités et du travail dans le Nord.

Ainsi, pour assurer la sécurité alimentaire, nous avons besoin d'une solution à plusieurs volets qui ne porte pas uniquement sur le prix des aliments. Par exemple le programme Nutrition Nord, dont nous parlerons plus tard, a fait un excellent travail pour ce qui est de réduire le coût élevé du transport aérien des produits. Grâce à la contribution aux coûts du transport, le prix d'un contenant de quatre litres de lait est maintenant de 5,79 \$ à Shamattawa, donc à peu près le même que dans plusieurs grands centres du Sud.

Mais pourtant, le programme ne s'attaque qu'à un élément de coût qui affecte la question globale de l'insécurité financière. D'autres mesures seront nécessaires si nous voulons régler les causes profondes de l'insécurité alimentaire, qu'il s'agisse des infrastructures, de l'indexation des avantages dans le Nord ou d'investissements délibérés dans l'infrastructure pour aider à atténuer les coûts d'exploitation plus élevés dans le Nord et aider les communautés à atténuer les coûts des émissions des gaz à effet de serre et de l'adaptation au changement climatique.

Encore une fois, M. Beaulieu et moi-même sommes heureux d'avoir été invités à témoigner aujourd'hui. Je serai ravi d'explorer le sujet pendant le reste de la période de questions, ou après les témoignages du présent groupe de témoins dans le cadre de conversations individuelles, selon ce que le Comité jugera pertinent.

Merci encore de votre invitation. Nous avons hâte de poursuivre cette conversation.

• (1120)

Le président: Merci.

Monsieur Beaulieu, voudriez-vous ajouter quelque chose au témoignage de M. Yeo?

M. Michael Beaulieu (vice-président, Ventes et opérations au Canada, North West Company): Pour l'instant, non, mais je suis tout à fait disposé à répondre à vos questions.

Le président: C'était simplement à titre d'information.

Nous allons maintenant entendre M. Wade Thorhaug, directeur général du Centre communautaire d'alimentation Qajjuqturvik.

Allez-y, monsieur Wade.

M. Wade Thorhaug (directeur général, Centre communautaire d'alimentation Qajjuqturvik): Merci beaucoup. Je remercie tous les membres du Comité de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui.

Le Centre communautaire d'alimentation Qajjuqturvik est un organisme de bienfaisance situé à Iqaluit qui travaille à réduire les obstacles à une saine alimentation au Nunavut, et nous y parvenons grâce à divers programmes et à des efforts de sensibilisation. J'aimerais aussi remercier nos partenaires nationaux, les Centres communautaires d'alimentation du Canada, qui ont travaillé avec nous à l'élaboration du mémoire présenté à ce comité. Une bonne partie de ce dont je veux parler a déjà été mentionnée par d'autres témoins, mais je vais me concentrer sur quelques points importants.

Tout d'abord, vous comprenez certainement tous le lien étroit qui existe entre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, et ce n'est pas un hasard si les régions du Canada où le taux d'insécurité alimentaire est le plus élevé sont également celles où le taux de pauvreté est le plus élevé. Nous ne pouvons pas espérer régler les enjeux liés à l'insécurité alimentaire sans d'abord nous attaquer à l'insuffisance des revenus. Nous croyons fermement que l'augmentation des revenus des personnes vivant dans la pauvreté est l'outil politique le plus efficace dont nous disposons. La recherche montre que les augmentations de revenu entraînent des taux plus élevés de sécurité alimentaire déclarée, et nous avons récemment pu le constater directement. Pendant la semaine où la Prestation canadienne d'urgence a été distribuée pour la première fois en avril 2020, la demande pour nos services d'alimentation d'urgence a soudainement chuté de plus des deux tiers.

Bien que l'insuffisance des revenus soit le principal facteur d'insécurité alimentaire, comme vous le savez très bien, le coût de la vie dans le Nord est un autre facteur important, particulièrement dans le cas du prix des aliments. Le programme Nutrition Nord Canada a été mis sur pied pour aider à corriger ce problème, et bien qu'il soit incontestablement avantageux pour les communautés du Nord, il convient d'examiner ses lacunes, d'autant plus que 2021 marque le 10^e anniversaire de sa création.

En décembre, M. Natan Obed, président de l'Inuit Tapiriit Kanatami, a fait remarquer à votre comité que Nutrition Nord Canada ne tient pas compte des revenus et que toutes les personnes qui vivent dans une collectivité admissible peuvent en profiter. Comme l'a précisé M. Wilson, les écarts de revenus sont plus importants au Nunavut que dans le reste du Canada. Un cinquième de la population gagne plus de 80 000 \$ par année, tandis que plus de la moitié des personnes gagnent moins de 30 000 \$.

Un rapport a démontré que l'insécurité alimentaire au Nunavut a augmenté depuis la mise en oeuvre du programme Nutrition Nord Canada, malgré l'augmentation de la quantité d'aliments subventionnés achetés dans les communautés. Cette constatation peut s'expliquer par le fait que les articles admissibles subventionnés sont plus souvent consommés par les ménages à revenu élevé. En fait, Nutrition Nord Canada est peut-être exagérément plus avantageux pour les ménages à revenu élevé que pour les ménages à faible revenu. Il convient de se demander si le programme Nutrition Nord peut être remanié de façon à ce qu'il profite surtout aux ménages à faible revenu, ou s'il devrait être remplacé par quelque chose de tout à fait différent.

Enfin, j'aimerais souligner l'importance souvent sous-estimée de notre système alimentaire local. Nous sommes reconnaissants de l'ajout de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs au programme Nutrition Nord Canada, mais nous espérons que ce n'est que le début d'investissements soutenus dans les chasseurs-cueilleurs locaux. L'Arctique offre une abondance de nourriture qui a soutenu de manière continue les peuples de la région pendant des millénaires, mais qui, trop souvent, n'est pas considérée comme une industrie alimentaire viable. Le soutien aux chasseurs-cueilleurs offre une myriade d'avantages aux communautés, notamment un développement économique accru, l'acquisition de compétences et l'alimentation, mais surtout, la nourriture provenant des terres est culturellement très importante pour les Inuits et d'autres groupes autochtones au Canada.

Trop souvent, les produits agricoles sont favorisés au détriment des aliments locaux. En plus du programme Nutrition Nord, l'accent mis sur les serres en tant que solution possible est un autre exemple de la priorité accordée aux systèmes alimentaires du Sud ou axés sur les produits de base. Bien qu'il y ait plusieurs initiatives fructueuses de culture dans le Nord, la production est faible comparativement aux intrants requis, et il y a souvent un manque de soutien à l'échelle communautaire pour en assurer l'exploitation à long terme. Dans la région de l'Inuit Nunangat, nous pensons que les solutions agricoles détournent l'attention de ce qui pourrait être accompli en mettant l'accent sur le système alimentaire qui existe déjà. Nous devrions faire preuve d'une grande prudence lorsqu'il est question de continuer d'utiliser des méthodes coloniales pour régler les problèmes dans les communautés autochtones.

En terminant, j'aimerais répéter les recommandations que nous présentons au Comité: augmenter les revenus des ménages qui vivent dans l'insécurité alimentaire grâce à des crédits d'impôt ou à des programmes d'aide sociale, réévaluer le programme Nutrition Nord Canada pour s'assurer qu'il profite surtout aux ménages ayant les plus faibles revenus, et enfin, accroître le soutien aux chasseurs-cueilleurs locaux.

• (1125)

J'aimerais aussi remercier le Comité d'avoir consacré autant de temps et d'attention à cette question. Nous ne devrions pas nous contenter de vivre dans un pays dans lequel un si grand nombre de citoyens sont incapables de répondre à leurs besoins alimentaires, dans lequel les banques alimentaires parsèment le paysage et dans lequel des régions qui étaient autrefois autonomes en matière d'alimentation dépendent maintenant de produits importés subventionnés.

Nous serons heureux de continuer à collaborer avec le gouvernement pour trouver des solutions durables, culturellement appropriées et efficaces à l'insécurité alimentaire dans nos communautés.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

Nous allons maintenant commencer notre première série de questions de six minutes.

J'ai sur ma liste M. Melillo, M. van Koeverden, Mme Bérubé et Mme Ashton.

Monsieur Melillo, vous avez la parole pour six minutes.

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins d'être avec nous aujourd'hui. Nous avons déjà entendu d'excellents témoignages, et je sais qu'il y a beaucoup de matière à réflexion. Je comprends que vous avez tous abordé la question du revenu et que nous devons faire davantage pour augmenter les revenus dans le Nord et, bien sûr, chercher d'autres occasions de le faire.

J'y reviendrai, et j'espère pouvoir vous poser une question à chaque témoin dans le peu de temps dont je dispose.

J'aimerais d'abord m'adresser à M. Wilson. Si j'ai bien compris, vous avez dit qu'il ne semble pas être avantageux que les entreprises augmentent leur production. Je suppose, si je comprends bien, que le coût par unité est encore relativement élevé, quelle que soit l'augmentation de la production.

J'aimerais en savoir plus. Pouvez-vous nous parler un peu plus précisément des circonstances qui mènent à ce résultat et des mesures qui, selon vous, pourraient permettre de corriger la situation?

M. Duane Wilson: Je vous remercie de cette question.

Je n'y penserais pas tellement en fonction d'une augmentation de la production, mais plutôt sous l'angle de la taille de la communauté.

La réalité est que... Dans le passé, j'ai travaillé pour une grande chaîne de vente au détail qui n'envisageait même pas la possibilité d'entrer dans un marché à moins qu'il n'y ait 50 000 personnes à desservir par magasin, de sorte que son seuil était fixé à 50 000 personnes. Si vous preniez tous leurs coûts fixes pour les diviser ensuite par cet important nombre minimal de consommateurs, ces coûts devenaient très faibles.

Comparez cela à certaines collectivités de l'Arctique. Si je prends l'exemple de Kimmirut où il y a deux magasins pour 440 personnes. Bon nombre d'économistes disaient qu'il s'agit d'un marché de petite taille dans lequel la concurrence est préjudiciable, dans lequel les avantages escomptés de la concurrence sont en fait neutralisés par les coûts du dédoublement de ces services — deux salaires de gestion, deux systèmes de réfrigération, deux ensembles distincts de réparations et d'entretien, et ainsi de suite — de sorte qu'il y a un certain effet aggravant.

En fait, ce n'est pas tant une question de production qu'une question de demande, en raison de la taille des communautés. Si les économistes diraient que la taille de ces marchés est telle que la concurrence y est préjudiciable, cela signifie que ces marchés seraient en fait mieux servis du point de vue des économies d'échelle par un monopole.

Je suppose que cela m'amène à la question suivante. Si une communauté est mieux servie du point de vue des coûts par un monopole, quel type de monopole serait le plus approprié? Nous croyons qu'il faudrait un monopole où les propriétaires de l'entreprise et les consommateurs sont les mêmes personnes. Cette position de monopole ne sera pas utilisée de façon abusive parce que propriétaires et consommateurs sont les mêmes personnes.

• (1130)

M. Eric Melillo: Je vous remercie de vos commentaires. Je vous remercie de nous avoir donné plus de détails.

Je vais prendre le temps qu'il me reste pour revenir à vous, monsieur Wilson. J'espère que nous pourrions donner la parole à tous les autres également. Nous avons entendu des témoignages et des suggestions concernant la réforme du programme Nutrition Nord, notamment pour qu'il profite directement aux personnes qui vivent dans le Nord plutôt qu'aux détaillants.

Je suis curieux de savoir en quoi cela profiterait aux particuliers eux-mêmes et quelles pourraient être les incidences sur les détaillants. Comment pourraient-ils s'adapter à ce changement s'il était apporté?

M. Duane Wilson: Je vais essayer de fournir une réponse à la question, bien qu'elle soit plutôt hypothétique.

Essentiellement, je pense que nous parlons en fait d'augmenter les revenus. Examinons un exemple à Iqaluit, où le niveau 1 de contribution de Nutrition Nord est de 3,45 \$ le kilogramme et considérons que le poids d'un contenant de quatre litres de lait est de quatre kilogrammes et demi. Si l'intention est de modifier entièrement le programme de sorte que plutôt que de subventionner le lait, la subvention prenne la forme d'un revenu, alors si tout le monde accepte que le résultat soit que le prix du lait non subventionné se situera probablement — si l'on fait un simple calcul — entre 15 \$ et 20 \$, c'est probablement un choix acceptable.

Cependant, dans un tel cas, nous comptons sur le fait que les personnes qui obtiennent ce revenu supplémentaire l'utiliseront pour acheter ces aliments périssables, un aspect sur lequel nous n'exerçons aucun contrôle. Ce seront les choix personnels que les gens feront quotidiennement.

Il est important de reconnaître qu'il faut considérer les deux parties de l'équation de façon égale, parce que l'élimination de la contribution du programme Nutrition Nord aura des conséquences assez importantes sur l'aspect des prix.

M. Eric Melillo: Merci.

J'espérais pouvoir faire un tour de table, mais je pense que je vais manquer de temps, alors je vais m'arrêter ici.

Le président: Il vous reste 10 secondes. Merci, monsieur Melillo.

Monsieur van Koeverden, vous avez la parole pour six minutes.

M. Adam van Koeverden (Milton, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être avec nous aujourd'hui. C'est un plaisir de vous entendre. Je pense parler au nom de tous en disant que l'un des côtés positifs de ce nouveau monde axé sur Zoom dans lequel nous vivons est que nous pouvons nous réunir sans devoir faire de longs déplacements.

Je me joins à vous aujourd'hui depuis Milton, qui se trouve sur le territoire traditionnel des Haudenosaunee, de la Première Nation des Mississauga de Credit, et de plusieurs autres.

Je remercie M. Wilson, je crois, qui a salué les anciens participants de C3. Je fais partie de ce groupe, et c'est à bord de ces navires que j'ai découvert la vie dans le Nord. Je suis très reconnaissant d'avoir eu l'occasion de pagayer dans un kayak autochtone et de rencontrer beaucoup de personnes qui vivent dans le Nord. En fait, je continue de leur parler assez souvent.

J'ai deux ou trois questions à poser à quiconque aimerait intervenir. J'approuve le message selon lequel la réduction de la pauvreté est le moyen le plus concret d'atténuer le problème de l'insécurité alimentaire.

J'aimerais également souligner que le budget prévoit plus de 160 millions de dollars au cours des trois prochaines années à l'élargissement du programme Nutrition Nord Canada, ce qui, à mon avis, est une bonne nouvelle. Comme vous l'avez justement souligné, il n'atteint pas nécessairement tous les résultats escomptés dont nous devons parler et tenir compte si nous voulons améliorer les résultats sociaux et en matière de santé dans le Nord. Cependant, je pense qu'une mesure qui pourrait nous rapprocher un peu de nos objectifs est la bonification de l'Allocation canadienne pour les travailleurs.

J'aimerais entendre quiconque a des idées ou des suggestions sur ce que pourraient être les incidences des améliorations à l'Allocation canadienne pour les travailleurs.

Monsieur Wilson, vous avez parlé de la cohorte de gens qui gagnent moins de 30 000 \$, ce qui n'est certainement pas suffisant pour subvenir aux besoins d'une famille dans le Nord, compte tenu des coûts supplémentaires de la vie dans cette région. Le budget de 2021 propose de bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs afin d'appuyer environ 1 million de Canadiens supplémentaires qui occupent un emploi à faible revenu, ce qui les aidera à retourner au travail tout en augmentant les prestations.

L'un des aspects de la question concerne les personnes qui, jusqu'à maintenant, n'étaient admissibles que s'ils gagnaient environ 23 000 \$ par année. Le niveau de revenu s'élève maintenant à plus de 26 000 \$ par année, ce qui signifie que, pour la première fois, la plupart des personnes qui travaillent à temps plein au salaire minimum, qui passera également à 15 \$ grâce au salaire minimum national, recevront un soutien important. C'est très avantageux.

J'aimerais savoir ce que vous pensez de nos mesures actuelles de réduction de la pauvreté et de leur incidence sur vos clients, les gens qui vivent dans le Nord, et sur ce que nous pourrions faire précisément pour les gens du Nord avec ces programmes ou d'autres.

Merci.

• (1135)

Le président: Qui aimerait répondre à cette question?

M. Michael Beaulieu: Permettez-moi de répondre rapidement à cette question. Les divers programmes qui ont été mis en oeuvre pendant la pandémie au cours de la dernière année — qu'ils soient provinciaux, territoriaux ou autres — à l'intention des salariés à faible revenu, ont eu un effet très positif sur les employés de la North West partout dans le Nord en termes d'amélioration de la qualité de vie et de prise de décisions plus abordables pour les familles. Nous sommes certainement en faveur du maintien de ce genre d'avantages, en plus de l'approche fédérale sur l'établissement du salaire minimum. Nous pensons que c'est une mesure très favorable pour nos employés et nos clients partout dans le Nord.

D'un point de vue politique, un aspect dont nous devons continuer de parler, est celui qui permet aux gens de passer efficacement des programmes d'économie sociale à des programmes d'économie basée sur les salaires. Je crois que c'est M. Wilson qui a parlé des écarts dans la sécurité alimentaire des ménages. Les personnes qui bénéficient des programmes sociaux déclarent un taux d'insécurité alimentaire de l'ordre de 60,5 %, comparativement à seulement 12 % des ménages participant à l'économie basée sur les salaires. Je pense qu'il est important que le gouvernement maintienne les programmes qui permettent aux gens de passer des programmes sociaux à l'économie basée sur les salaires sans risquer de perdre beaucoup des avantages associés aux programmes sociaux.

Par exemple, dans plusieurs de nos marchés du Nord, le mazout de chauffage des ménages est financé par des programmes de soutien du revenu. Lorsqu'une personne entre dans l'économie basée sur les salaires, le compromis est souvent si important qu'en fait, elle ne peut pas se permettre de travailler. Je vous laisse réfléchir à cette observation.

M. Adam van Koeverden: Pensez-vous que l'équilibre entre le fait de n'avoir pas les moyens de travailler...?

Cette augmentation représente environ 2 400 \$ par année pour les familles et je présume qu'elle devrait avoir une incidence comparable pour les familles vivant dans le Nord. La question que j'aimerais vous poser ou à quiconque souhaite y répondre est la suivante. Un montant supplémentaire de 200 \$ par mois sera évidemment utile, mais sera-t-il suffisant pour avoir un impact? Est-ce que beaucoup de gens qui vivent dans le Nord travaillent au salaire minimum? Le salaire minimum actuel est de moins de 15 \$, ce qui ne représente certainement pas un salaire suffisant n'importe où au Canada, et encore moins dans le Nord.

Pensez-vous que ce seuil additionnel de 4 000 \$ pourrait compenser, comme vous le dites, le fait de ne pas avoir les moyens de travailler?

Le président: Vous disposez de 30 secondes. Je vous en prie.

M. Michael Beaulieu: À mon avis, il permet de s'engager dans la bonne voie. Je ne pense pas avoir suffisamment de données pour vous fournir une réponse précise et exacte à ce sujet, mais il est clair que c'est un pas dans la bonne direction.

Pour notre propre effectif, les salaires sont supérieurs au salaire minimum pour presque tous les emplois sauf éventuellement pour le personnel que nous qualifions d'occasionnel. Il s'agit de salaires de départ, pour le travail à temps partiel ou pour les étudiants. Nous continuons d'examiner nos propres programmes salariaux comme moyen d'alléger en partie les problèmes d'insécurité alimentaire et de permettre à nos employés d'avoir de meilleures conditions d'existence.

M. Adam van Koeverden: Monsieur Beaulieu, il me reste vraiment très peu de temps, ce que vous dites c'est que l'ajout d'un salaire de 15 \$...

Le président: Je suis désolé, monsieur Koeverden. Votre temps est écoulé. Nous avons dépassé les six minutes.

Madame Bérubé, vous avez six minutes. Je vous en prie.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Je vous remercie, monsieur le président.

Je me trouve sur le territoire cri et anishinabe d'Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou. C'est un très grand territoire, qui couvre quasiment la moitié du Québec.

Je remercie beaucoup les témoins d'être ici. Leurs témoignages sont fort intéressants.

La Fédération des coopératives du Nouveau-Québec, représentée par M. Lelievre, appartient à un regroupement de 14 coopératives membres de communautés inuites situées le long des côtes de la baie d'Hudson et de la baie d'Ungava, jusqu'au Nunavik. J'aimerais donc poser une question à M. Lelievre.

Monsieur Lelievre, vous parliez plus tôt de transport non réfrigéré. Pouvez-vous nous donner plus de détails et préciser les répercussions que cela peut avoir relativement à ce que vous nous avez mentionné?

Pouvez-vous donner des exemples de problèmes liés à l'infrastructure et nous dire ce qui pourrait être amélioré?

● (1140)

M. Daniel Lelievre: En ce moment, une grosse augmentation des prix est causée par le programme Nutrition Nord Canada, pour certaines catégories d'aliments, par exemple, le lait frais.

Pour expédier du lait frais à Salluit, il faut tenir compte de délais liés au chargement de l'avion, à Montréal. Le lait peut donc être non réfrigéré de six à sept heures. À l'occasion, l'avion doit revenir à l'aéroport de Montréal parce que les conditions météo changent. Très régulièrement, on doit jeter les produits à la poubelle avant même qu'ils se rendent sur les tablettes. Cela cause une augmentation considérable du coût du produit. Dans de petites communautés de 150 ou 200 habitants, lorsque l'on jette deux livraisons de lait, cela a une grande incidence sur la rentabilité des coopératives. Celles-ci peuvent donc aller chercher un profit supplémentaire pour compenser, parce que les infrastructures ne sont pas adéquates. Cela entraîne des pertes supplémentaires, qui pourraient être évitées s'il y avait une meilleure infrastructure pour ce qui est notamment du transport aérien ou du transport par bateau, ou encore de l'entreposage.

En ce moment, tout coûte très cher. Le programme Nutrition Nord Canada nous aide beaucoup, c'est vrai, mais augmenter les ventes de certains produits n'est pas nécessairement synonyme de rentabilité pour les coopératives. Par exemple, réparer un réfrigérateur coûte très cher. Chaque fois qu'un réfrigérateur brise dans une coopérative, cela coûte en moyenne de 3 000 \$ à 5 000 \$ pour la réparation proprement dite et pour le transport aller-retour d'un technicien venant du Sud. Pour un petit village de 200 habitants, cela représente des coûts énormes.

Tout le monde met l'accent sur le transport, mais il n'y a pas que cela à prendre compte. La main-d'œuvre locale et la main-d'œuvre qui vient du Sud coûtent énormément cher. Cela contribue beaucoup à l'augmentation des prix. Je parle toujours de l'aspect alimentaire, parce que c'est ce que je connais le mieux, mais le fait que les infrastructures ne suivent pas l'évolution de la démographie a beaucoup de répercussions sur tout le reste.

Mme Sylvie Bérubé: Croyez-vous que le programme Nutrition Nord Canada devrait être révisé pour que l'on puisse, au bout du compte, en arriver à réduire l'insécurité alimentaire?

M. Daniel Lelievre: C'est certain que chaque programme doit être révisé régulièrement, mais il faut pouvoir se fonder sur des statistiques bien établies si l'on veut prendre les bonnes décisions. Si elles sont prises trop rapidement, on peut se retrouver avec des conséquences négatives. Je dirais que le programme Nutrition Nord Canada est quand même bon en ce moment pour le Nunavik. C'est toutefois différent pour le Nunavut.

De mon point de vue, le plus gros problème demeure les achats personnels de produits commandés de Montréal, par exemple. Les revenus générés profitent aux commerces de l'extérieur, et non au Nunavik. Lorsqu'un consommateur commande du Sud, il ne participe pas au développement économique de sa communauté. Cela n'a pas de répercussions majeures, mais elles sont quand même assez importantes. Il faut sensibiliser les gens sur le fait que les achats faits à l'extérieur ont des effets sur le développement des communautés, qui pourraient autrement avoir plus d'emplois locaux. Cela doit être révisé, selon moi.

Mme Sylvie Bérubé: Avez-vous remarqué une augmentation dans le contexte de la crise actuelle?

M. Daniel Lelievre: Les coopératives ont connu une très belle augmentation des ventes pendant la pandémie. C'est surtout dû au fait que les gens du Nunavik ne pouvaient pas, ou très difficilement, voyager au Sud. Ils ont, par le fait même, été obligés d'acheter dans leurs communautés.

Mme Sylvie Bérubé: Que devrait faire le gouvernement, selon vous, pour assurer la sécurité alimentaire de tous les habitants du Nord et de tous les Autochtones, peu importe la situation socioéconomique?

M. Daniel Lelievre: Augmenter le revenu minimum garanti est une bonne piste de solution. Il y a aussi plusieurs situations de pauvreté au Nunavik, comme vous le mentionnez. Le revenu minimum devrait y être augmenté. Il y a beaucoup de gens qui gagnent moins de 30 000 \$ par année et qui ont quatre ou cinq enfants. Cela coûte très cher.

Mme Sylvie Bérubé: Nous avons parlé plus tôt de l'augmentation du revenu, de l'importance d'accroître le soutien, mais il y a également l'alimentation traditionnelle, qu'en est-il dans le Nord du Québec, selon vous?

• (1145)

M. Daniel Lelievre: Dans le Nord du Québec, l'alimentation traditionnelle...

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre brièvement.

[Français]

M. Daniel Lelievre: Dans le Nord du Québec, l'alimentation traditionnelle se fait seulement localement. Aucune entreprise ne fait

de l'omble fumé ou des coupes de viande. Cela se passe seulement entre les villages, en ce moment.

Mme Sylvie Bérubé: Est-ce qu'il me reste du temps, monsieur le président?

[Traduction]

Le président: Je suis désolé. Nous avons largement dépassé le temps alloué, et nous avons beaucoup de travail à abattre. Je vous remercie.

Madame Ashton, vous disposez de six minutes.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Merci.

Tout d'abord, merci à tous les témoins qui sont des nôtres aujourd'hui. Bon nombre d'entre vous ont souligné les besoins pressants en matière d'infrastructure partout dans le Nord, et naturellement l'incidence de cette situation sur le travail que vous accomplissez. Vous avez mentionné les répercussions sur les coûts d'expédition. Vous avez aussi parlé des répercussions du changement climatique dans le Nord. Comme tous ceux qui travaillent au Manitoba le savent, les Premières Nations qui vivent dans l'est de la province travaillent sans relâche, depuis plusieurs années, afin de trouver des solutions à long terme au manque d'infrastructure — plus particulièrement, en construisant une route praticable en toutes saisons. Je tiens à souligner le travail des Premières Nations Bloodvein et Berens River qui ont réussi à faire construire la route avant que le gouvernement provincial ne mette fin au programme, et que, bien entendu, le gouvernement fédéral se retire lui aussi.

Naturellement, la North West Company doit connaître les circonstances ou le travail effectué par les Premières Nations à cet égard, parce que vous avez des magasins dans chacune des communautés qui continuent de lutter pour obtenir une route utilisable en toutes saisons — Pauingassi, Little Grand Rapids, Poplar River First Nation, St. Theresa Point, Garden Hill, Wasagamack, Red Sucker Lake, Oxford House, God's Lake Narrows et Gods River. Toutes ces Premières Nations étaient censées construire des routes praticables en toutes saisons elles-mêmes et avec l'aide d'autres parties prenantes. Évidemment, ce fut une énorme déception de ne pas voir ce projet arriver à son terme. Nous savons que le changement climatique a eu des répercussions très graves qui contribuent à isoler encore davantage ces communautés. Nous savons aussi que la crise de la COVID-19 a exacerbé cet isolement et a eu des effets sur le plan de l'insécurité alimentaire.

Je m'adresse aux représentants de la North West Company. Le but de la présente réunion est d'obtenir des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral. Bien entendu, il est important que ces recommandations soient conformes à ce que réclament les Premières Nations et aussi qu'elles visent le bien-être à long terme de ces communautés.

Est-ce que vous appuieriez les Premières Nations qui vivent du côté est et qui réclament l'aide du gouvernement fédéral — et, bien entendu, celle du gouvernement provincial aussi, mais nous allons nous concentrer ici sur le gouvernement fédéral — pour la construction d'une route utilisable en toutes saisons sur la rive est du lac Winnipeg à titre de moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire et pour favoriser le bien-être général?

M. Alex Yeo: Merci, madame Ashton, de votre question. Nous sommes favorables à tout investissement dans l'infrastructure, y compris les projets que vous avez mentionnés qui contribueraient à réduire les coûts sous-jacents liés à la sécurité alimentaire dans le Nord. De toute évidence, l'accès à une route praticable en toutes saisons compte parmi les facteurs importants, mais il existe d'autres formes d'investissements dans l'infrastructure qui sont tout aussi importants pour les communautés nordiques que nous desservons.

Un exemple serait la transition vers des sources d'énergie renouvelable ou plus fiable. Je pourrais vous citer l'exemple de Pikangikum. La transition entre la production d'électricité par le diesel vers le réseau d'électricité a entraîné d'énormes améliorations en matière de sécurité alimentaire dans cette communauté. Les défaillances et les baisses de tension sont beaucoup moins fréquentes, et cela entraîne moins d'usure des appareils électriques et des maisons. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Un autre exemple serait l'investissement dans des congélateurs communautaires dans le Nord afin que les aliments produits localement puissent faire partie des sources alimentaires.

Oui, nous sommes en faveur de toute forme d'investissement dans les infrastructures. Nous sommes prêts à y contribuer, et ce, plus particulièrement dans le cadre d'un vaste programme d'investissement dans les infrastructures susceptible de vraiment corriger les problèmes sous-jacents que nous avons mentionnés, comme l'insécurité du revenu et l'insécurité alimentaire.

Mme Niki Ashton: Je comprends.

Bien entendu, toutes ces Premières Nations que je viens de mentionner sont déjà branchées au réseau d'électricité, donc, en réalité, la construction d'une route sur la rive est, demeure leur principale priorité.

J'ai mentionné la Première Nation Pauingassi. Cette Première Nation a suscité l'attention à l'échelle nationale durant la crise de la COVID. Aucune route utilisable en toutes saisons ne s'y rend et un cas grave de COVID a dû attendre pendant 17 heures qu'un hélicoptère puisse se poser sur la glace. Ces conditions sont, et je pense que vous serez d'accord avec moi, inacceptables. Aussi, qu'il s'agisse de sécurité alimentaire ou d'autres questions de vie et de mort, il faut trouver une solution à long terme pour ces gens. Je vous remercie de votre réponse à ce sujet.

Je m'adresse aussi à la North West Company. Je tiens à reconnaître, bien entendu, que nous savons que les coûts élevés sont un véritable sujet de préoccupation. D'ailleurs, les réseaux sociaux montrent souvent des messages de personnes qui partagent le prix élevé des marchandises dans les magasins du Nord afin d'inviter à passer à l'action. À titre d'exemple, en juillet 2020, en pleine pandémie, dans le hameau d'Arctic Bay, bien des gens se sont insurgés contre le fait qu'un paquet de lingettes pour bébés était étiqueté à 31,25 \$, un chiffre effarant.

Je comprends que la North West Company a pris la peine de présenter des excuses. Toutefois, ces excuses ne sont arrivées qu'après que cette situation ait été dénoncée dans les médias sociaux. Il ne faudrait pas devoir attendre que les gens exposent une telle pratique déloyale dans les médias sociaux.

Le magasin situé dans le Nord a-t-il adopté des pratiques exemplaires pour s'assurer que les prix facturés sont conformes aux subventions reçues afin que ce ne soit pas seulement lorsque les médias sociaux s'enflamment que votre entreprise réagisse à la situation?

• (1150)

Le président: Vous ne disposez que de 30 secondes.

Je vous en prie, monsieur.

M. Alex Yeo: Merci de votre question.

Je dirai tout d'abord que, durant la COVID, nous nous sommes montrés particulièrement sensibles à la question du prix des aliments. En effet, nous avons gelé les prix pendant 60 jours après le début de la pandémie, et nous n'avons pas refilé les augmentations de coûts aux clients. Nous faisons en sorte de répercuter sur les clients toutes les subventions liées au transport en provenance de NNC, et nous ne prélevons pas un seul sou. Nous avons fait vérifier nos comptes, et cela a été prouvé. La dernière chose que j'aimerais dire c'est que, dans l'ensemble, l'entreprise réalise un profit de quatre cents pour un dollar, pour chaque dollar de revenu en raison des coûts de fonctionnement élevés dont je vous ai déjà parlé.

Sommes-nous parfaits? Non, il y a sûrement des exemples de situations où nous avons commis des erreurs concernant nos propres systèmes. Mais ces erreurs ne sont jamais intentionnelles et nous en avons toujours tiré des leçons. Nous avons d'ailleurs mis en place des contrôles afin d'éviter la répétition de ce genre d'erreurs, par exemple concernant la manière dont les prix sont communiqués. Dans le cas de ces exemples, comme je l'ai déjà dit, nous avons présenté des excuses, mais les erreurs n'étaient pas intentionnelles. Nous les avons toujours corrigées, dès que nous nous sommes aperçus des erreurs de prix sur les produits à l'étalage. Nous ne prenons pas de profits fortuits, et nous avons pris les mesures qui s'imposaient durant la pandémie pour bien nous occuper de nos clients.

Le président: Merci.

Je vais devoir demander l'indulgence du Comité. Il est presque midi, aussi je vais suggérer d'accepter une intervention de chacun des partis pour la série de questions de cinq minutes et de deux minutes et demie. Nous entendrons M. Viersen, Mme Jones, Mme Bé-rubé et Mme Ashton. Si personne ne s'y oppose, parce qu'il reste encore un autre groupe de témoins, alors je propose de fonctionner de cette manière.

Est-ce que tout le monde est d'accord? J'en conclus que c'est oui.

Monsieur Viersen, vous avez cinq minutes.

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Merci.

Je tiens à remercier les témoins qui sont des nôtres aujourd'hui.

J'aimerais revenir sur un commentaire formulé par M. Thorhaug au sujet d'Iqaluit lorsqu'il nous a parlé de la production alimentaire nordique. Je suis déjà allé à Iqaluit, avec M. Anandasangaree. Nous sommes allés là-bas avec le Comité il y a deux ou trois ans. Au moment de quitter, j'avais fait un commentaire à l'époque au sujet de la production alimentaire nordique. On nous a raconté qu'au cours des 100 000 dernières années, autour de 14 000 personnes vivaient dans le Nord du Canada et y survivaient. Et pourtant, aujourd'hui, ces gens semblent éprouver de la difficulté à se procurer de la nourriture. J'avais alors demandé, « Qu'en est-il de la production locale de nourriture? Que s'est-il passé? » Il m'avait alors répondu. Je me demande si M. Thorhaug a des suggestions pour rétablir la production alimentaire dans le Nord, ou s'il aurait une idée en particulier ou peut-être une stratégie générale à ce sujet.

Je vous en prie, monsieur Thorhaug.

M. Wade Thorhaug: Je vous remercie de cette question.

Les raisons qui expliquent le manque de capacité en matière de production alimentaire locale sont nombreuses. Elles remontent à notre passé colonial, aux réinstallations forcées des communautés et à l'abattage des chiens. Mais de nos jours, la principale raison c'est qu'il est difficile de concilier production alimentaire, activités de cueillette et de chasse avec l'économie basée sur les salaires. Beaucoup de chasseurs qui continuent de chasser aujourd'hui le font à temps partiel. Ils doivent trouver d'autres sources de revenus, soit de la part d'un conjoint ou prendre un emploi à temps plein. Ils sont incapables de poursuivre cette activité à titre d'emploi à temps plein.

Il y a eu un moment dans notre passé pas si lointain où un chasseur pouvait générer des revenus grâce à la vente des fourrures. Aujourd'hui, le prix des fourrures est en continuel déclin. Il n'y a plus vraiment de marché pour les fourrures, aussi leurs sources de revenus sont pratiquement nulles. C'est pourquoi nous sommes à la recherche de moyens pour que la chasse redevienne ce qu'elle a déjà été, c'est-à-dire la profession la plus respectée dans toute la communauté. J'ignore quel sera le mécanisme employé pour y parvenir, mais quelques idées flottent déjà dans l'air. Parmi ces idées, l'une voudrait que l'on assure un salaire aux chasseurs et que ceux-ci fournissent la viande gratuitement aux communautés. Nous avons déjà mené quelques projets pilotes qui ont montré que les avantages pour les communautés dépassent largement le coût des salaires. Dans l'intervalle, on pourrait opter pour des moyens à plus petite échelle pour venir en aide aux chasseurs.

• (1155)

Le président: M. Wilson a levé la main, monsieur Viersen.

Monsieur Wilson, je vous en prie.

M. Duane Wilson: Merci, monsieur le président.

J'aimerais formuler un bref commentaire à ce sujet. Il se présente en deux volets. M. Thorhaug a mentionné certains des obstacles à la chasse de nos jours et la nécessité d'en tirer un revenu, ce qui reviendrait essentiellement à subventionner la chasse. L'un des obstacles à la chasse que l'on nous rapporte souvent est le coût élevé des fournitures. Je pense que le fond de la question relative au revenu consiste à avoir les moyens de s'équiper pour pouvoir chasser.

L'autre chose qu'il vaut la peine de mentionner — et c'est la raison pour laquelle les aliments traditionnels ne représentent qu'une partie de la solution —, c'est que pendant des millénaires, ces gens étaient intégrés à la nature et en préservaient l'équilibre. Maintenant, grâce à la médecine moderne ou aux services de santé et sociaux, l'espérance de vie s'améliore. Ce qui est excellent, mais cette situation pourrait contribuer à troubler l'équilibre naturel. Les chasseurs rapportent qu'ils doivent aller de plus en plus loin. Par ailleurs, le changement climatique affecte les régions où se trouve le gibier. Tous ces éléments sont inextricablement liés. C'est un peu comme une toile d'araignée. Si vous tirez d'un côté, les autres soies se raidissent ou se relâchent en conséquence.

Merci de m'avoir laissé intervenir.

Le président: Monsieur Viersen, votre temps est presque écoulé.

M. Arnold Viersen: Je vais céder mon temps. Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Madame Jones, vous avez cinq minutes. Je vous en prie.

Mme Yvonne Jones (Labrador, Lib.): Merci, monsieur le président.

C'est avec grand plaisir que j'ai entendu les témoins d'aujourd'hui. Je sais que vous avez acquis une expérience directe de la prestation de services liés à la sécurité alimentaire dans le Nord.

Je voudrais dire à M. Thorhaug que j'ai visité vos installations à Iqaluit et que j'ai été très impressionnée par le travail que vous avez accompli là-bas.

Monsieur Wilson, je suis aussi une ancienne du navire Canada C3. J'ai eu le plaisir de voyager avec le député, MP Adam van Koeverden et je l'ai vu pagayer dans ce kayak inuit. Il était beau à voir, regardez-moi.

Je sais que nous attendons un autre témoin d'Arctic Fresh. J'ai aussi visité leurs installations. Je tiens à souligner l'excellent travail que vous faites.

Je tiens à dire également qu'au cours de la dernière année, nous avons un peu parlé du programme de la PCU. En effet, plus de 10 000 Nunavummiuts ont bénéficié du programme de la PCU. Cela représente plus d'un résident sur quatre. Si on regarde ces programmes qui se sont traduits en avantages concrets sur le terrain au cours de l'année dernière, que ce soit la prestation pour proches aidants ou la Prestation canadienne d'urgence plus particulièrement, on constate que plus de 100 millions de dollars en argent frais ont été générés dans cette économie. C'est pourquoi nous avons pu voir des situations comme un allègement de la pression sur les banques alimentaires et d'autres services entre autres choses.

Toutefois, cela étant dit, nous savons que la demande est toujours présente. Cette année, nous avons ajouté un montant supplémentaire de 163 millions de dollars pour la sécurité alimentaire. Ce montant vient s'ajouter aux sommes qui sont déjà versées dans le cadre du programme de subventions pour le soutien des chasseurs-cueilleurs, programme qui, dans ses premières années d'existence, a déjà fait ses preuves. Il existe en outre de nombreuses possibilités de tabler sur ce programme pour répondre aux besoins liés à la sécurité alimentaire et aux aliments traditionnels. Tous ces programmes viennent s'ajouter aux montants que nous versons déjà pour compléter les aliments nutritifs comme ceux qui proviennent de la North West Company et d'autres entreprises dans toute la région.

J'entends régulièrement divers sons de cloches des gens qui travaillent sur le terrain. Entre autres choses, ils voudraient pouvoir commander directement les produits. Quel devrait être le rôle du gouvernement à votre avis dans une telle situation et comment voyez-vous ce souhait se concrétiser sur le terrain?

Nous recevons aussi des demandes visant à ce que l'on subventionne les frais d'expédition pour les commandes en ligne. Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer à cet égard? Et quel devrait être ce rôle dans la concrétisation de ces souhaits?

Bien entendu, il faut aussi tenir compte de la demande relative à un supplément du revenu. Comme je l'ai déjà dit, l'année dernière, plus de 100 millions de dollars en argent frais ont été injectés dans l'économie locale, dans les poches des familles et dans les foyers. Nous avons aussi injecté plus d'argent dans les banques alimentaires, les services alimentaires, les réseaux pour les personnes âgées. En plus, nous avons versé de l'argent directement aux gouvernements inuits pour qu'ils puissent l'utiliser tant pour des bons alimentaires dans le cadre des programmes de sécurité alimentaire, que pour des subventions pour les frais de chauffage pour les résidents.

Tous ces programmes d'aide, nous l'avons vu, ont fait la différence. Maintenant, comment pourrions-nous les améliorer et comment devrions-nous procéder pour que la population ait plus de choix en matière de sécurité alimentaire qu'elle n'en a aujourd'hui?

Je vais écouter ce que les témoins ont à dire. Vous pouvez répondre en adoptant le point de vue des services que vous offrez déjà. Ou encore, vous pouvez nous faire part de vos réflexions dans un tout autre ordre d'idées, si vous pensez qu'elles pourraient nous être utiles.

• (1200)

Le président: Et le faire en moins d'une minute...

Mme Yvonne Jones: Nous pouvons commencer par vous, monsieur Thorhaug.

M. Wade Thorhaug: Merci.

Je me rappelle bien de votre visite au centre, à l'époque où les visites en personne ne faisaient pas sourcilier.

Je ne répondrai pas aux deux premières questions parce que de nombreux spécialistes de la logistique participent à la conversation et pourraient probablement y répondre. Cependant, concernant la troisième question, il est vrai que le territoire a bénéficié cette année d'avantages qui se sont avérés fantastiques parce que ces problèmes existent depuis des années. Grâce à ces prestations, nous avons pu constater l'amélioration des moyens de subsistance d'un grand nombre de personnes.

Cela étant dit, étant donné que dans les prochaines années nous ne devrions pas être aux prises avec une pandémie, nous nous inquiétons parce que nous vivons les mêmes problèmes d'insécurité alimentaire, mais que nous ne bénéficierons pas du même soutien financier que celui que nous avons reçu cette année. D'une certaine manière, pendant que le pays vivait essentiellement une crise, bon nombre de mesures, de contributions financières, ont en réalité eu des répercussions bénéfiques dans le territoire.

Le président: Merci. Je suis désolé. Nous n'avons plus de temps.

Nous allons céder la parole à Mme Bérubé pour deux minutes et demie.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie, monsieur le président.

Au sujet de l'insécurité alimentaire, nous parlions justement d'environnement et de changements climatiques qui ont lieu malgré tout.

Monsieur Lelievre, pouvez-vous nous parler de la possibilité d'un risque accru d'insécurité alimentaire et de contamination dans l'environnement en raison des changements climatiques et de tout ce qui se passe?

M. Daniel Lelievre: Je vais vous parler de ce que je vois personnellement. Quand j'ai commencé à travailler dans le Nord, il y a 20 ans, la glace se formait à la fin de septembre. On pouvait commencer à pêcher sur la glace dès la première semaine d'octobre. Aujourd'hui, il arrive que l'on ne puisse commencer à pêcher sur la glace qu'à la fin de décembre. En 20 ans seulement, on a perdu deux à trois mois de pêche sur la glace. Je peux donc imaginer que, si l'on ne fait rien ou que l'on ne prend pas les mesures nécessaires, il n'y aura peut-être plus de glace au Nunavik dans 15 ou 20 ans.

Les infrastructures ne suivent pas l'évolution de la démographie, comme je le disais. Auparavant, on pouvait envoyer des fraises sans

problème dans le Nord. Aujourd'hui, les fraises doivent être mises dans de la mousse de polystyrène pour les protéger, ce qui engendre un coût supplémentaire. Il en va de même pour la viande fraîche qui est congelée avant d'être envoyée. Dans le passé, le danger de décongélation s'étendait sur un ou deux mois. Aujourd'hui, le danger demeure pendant cinq ou six mois. Il faut aussi la déposer dans de la mousse de polystyrène pour la protéger. Pour cette raison, les prix à la consommation augmentent énormément.

• (1205)

Mme Sylvie Bérubé: Selon vous, que pourrait faire le gouvernement pour permettre davantage aux communautés autochtones et aux habitants du Nord de chasser, de pêcher et d'assurer leur sécurité alimentaire?

M. Daniel Lelievre: Comme plusieurs personnes l'ont mentionné, les coûts d'acquisition de l'équipement de base pour aller à la chasse, comme les motoneiges, les véhicules tout-terrain et les canots, sont très élevés dans le Nord.

Une famille à faible revenu ne peut pas se permettre d'avoir un canot, un moteur hors-bord et une motoneige en même temps. Cela limite beaucoup la chasse et la pêche, qui permettent aux gens d'être autosuffisants sur le plan de la nourriture.

Un programme de subventions supplémentaires pour la chasse et la pêche pourrait être utile.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie.

Je ne suis pas certain, pour l'intervention du NPD si nous entendrons Mme Ashton ou M. Cannings.

Madame Ashton, êtes-vous prête?

Vous disposez de deux minutes et demie. Je vous en prie.

Mme Niki Ashton: Oui. Merci beaucoup. Je pense que durant la deuxième heure, mon collègue Richard Cannings va prendre la relève.

On met beaucoup l'accent sur la réduction de la pauvreté, ce qui est absolument essentiel. Et je suis aussi très favorable aux initiatives qu'a prises le gouvernement fédéral et que nombre d'entre vous ont mentionnées. Elles ont eu des répercussions très positives durant cette crise. Je tiens donc à souligner le travail du gouvernement fédéral et la manière dont il a répondu à de nombreuses demandes du NPD également en vue de s'attaquer à la réduction de la pauvreté d'un bout à l'autre du pays, mais plus précisément, bien sûr, dans le Nord.

Je pense qu'il faut reconnaître que bien des gens dans le Nord vivent constamment en situation de crise lorsqu'il est question de pauvreté et d'insécurité alimentaire. La pandémie de COVID a exacerbé cette situation, mais elle existe toujours. Par conséquent, il faut adopter des mesures, notamment sur le plan de l'aide financière directe, mais aussi d'autres mesures créatives comme la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs. Dans le cadre de ce programme, par exemple, ici au Manitoba, beaucoup ont reçu du poisson par l'intermédiaire de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Cette aide a été mise en place par des pêcheurs des régions nordiques. Il s'agit d'un programme vraiment essentiel, et bien entendu, il en existe d'autres.

Pour ce qui est de la réduction de la pauvreté, nous savons que les coopératives et les centres communautaires d'alimentation sont de très importants modèles à mettre en place tant pour répondre aux besoins que pour ramener des revenus dans la communauté, pour créer des emplois, et ainsi de suite.

Je me demande si des représentants des coopératives pourraient nous parler de l'importance du modèle coopératif pour la réduction de la pauvreté.

Monsieur Wilson...?

Le président: Vous avez une minute. Je vous en prie.

M. Duane Wilson: Merci de votre question.

De toute évidence, j'adhère à la philosophie du modèle coopératif parce que je suis fermement convaincu que les petites communautés isolées, que beaucoup pourraient considérer comme un marché captif, sont précisément le genre de communautés qui, si elles sont les mieux desservies par un monopole, sont aussi à risque de voir ce monopole abuser de son pouvoir.

Pour ma part, il est tout naturel que l'on obtienne le meilleur des deux mondes lorsque propriétaires et consommateurs — les utilisateurs de l'entreprise — sont les mêmes personnes. C'est de cette manière que les choses peuvent fonctionner harmonieusement.

Tout ce qui tourne autour de la permission d'effectuer des commandes directes ou d'autres distractions de ce genre enlève quelque chose à cette masse critique. Cela revient à une fuite économique et s'avère en définitive nuisible pour la communauté.

Avec le modèle coopératif, qui repose sur la propriété locale autonome et qui est géré de manière démocratique par les membres en fonction de sept principes de base, le contrôle — c'est-à-dire l'influence sur les stratégies d'établissement des prix, les décisions entourant les excédents et les investissements à réaliser dans l'infrastructure locale — revient à l'échelon de la communauté, et non à un bureau situé à Winnipeg, comme dans notre cas.

Je pense que c'est très important. Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Ce qui amène notre comité à une suspension pour permettre le remplacement des témoins.

Je tiens à remercier nos témoins pour leurs excellents témoignages. Cette heure et quelque s'est révélée très productive et instructive.

Nous devons maintenant faire place au prochain groupe de témoins. En l'occurrence, la séance est temporairement suspendue.

• (1205)

(Pause)

• (1210)

Le président: Nous reprenons nos travaux.

Bienvenue à nos témoins qui sont maintenant tous branchés et prêts à participer. Tout va bien.

D'Arctic Fresh Inc., nous accueillons Silvano Cendou, vice-président, Opérations; et le vice-président, Développement des affaires, Merlyn Recinos.

Nous recevons aussi la cheffe de la Tr'ondëk Hwëch'in First Nation, Roberta Joseph.

Arctic Fresh, vous avez la parole pour six minutes.

M. Silvano Cendou (vice-président, Opérations, Arctic Fresh Inc.): Monsieur le président, je vous remercie.

Avons-nous six minutes chacun, ou seulement six minutes au total?

Le président: Normalement, nous n'entendrons qu'un seul témoin puisque vous représentez tous les deux le même groupe.

• (1215)

M. Silvano Cendou: Très bien, je vais faire très vite dans ce cas.

J'ai écouté les témoins qui ont participé à la première partie de la réunion et je les ai trouvés très intéressants. Ils accomplissent beaucoup de choses, mais on dirait qu'ils comptent énormément sur le gouvernement. Ils semblent éprouver tout un éventail de problèmes et ne pas avoir beaucoup de solutions.

Sur ce, je vais céder le temps qui me reste à M. Recinos qui va vous parler d'Arctic Fresh et de ce que nous proposons.

Merci beaucoup.

M. Merlyn Recinos (vice-président, Développement des affaires, Arctic Fresh Inc.): Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, je tiens à vous remercier de nous avoir donné l'occasion de comparaître devant le Comité pour discuter de cet enjeu. Il est très important pour nous, c'est notre source de motivation. La lutte contre l'insécurité alimentaire s'inscrit dans notre mandat.

Je vais vous parler un peu des débuts d'Arctic Fresh. Nous avons commencé parce que, pendant toute son enfance, ma femme a vécu une grande insécurité alimentaire. Elle m'a raconté que lorsqu'ils prenaient un thé et de la bannique pour leur unique repas quotidien, la plupart du temps ils devaient utiliser le même sachet de thé pour préparer plusieurs tasses. Cette situation a perduré pendant presque toute son enfance. Aujourd'hui, elle est enseignante, et elle a commencé à voir cette situation se reproduire chez tous ses élèves, à l'école.

Un soir, nous étions en train de réfléchir au moyen de changer les choses. Nous nous demandions quoi faire. Et c'est ainsi qu'Arctic Fresh a vu le jour.

Arctic Fresh est une entreprise à vocation sociale. Notre mission consiste à lutter contre l'insécurité alimentaire et à renforcer les capacités des Inuits, et à rendre les individus et les communautés plus autonomes.

Au tout début, nous étions un magasin en ligne. Le magasin devait remplir des commandes individuelles et les livrer directement au consommateur. Cela nous donnait la possibilité de leur permettre de commander directement, mais aussi à un prix réduit, puisque nous n'avions pas d'importants frais généraux à assumer.

Nous nous en sommes très bien sortis au début. Les communautés ont très bien répondu. Mais au fur et à mesure que nous progressions, nous avons réalisé que nous devions vraiment examiner plus profondément la question de l'insécurité alimentaire et ce qu'elle signifie concrètement pour certains, principalement dans le Nord.

Nous avons constaté rapidement que la taille unique ne convient pas à tout le monde. L'insécurité alimentaire se vit à différents niveaux. Les interventions du gouvernement et de toutes les autres parties ne visaient pas vraiment à lutter contre l'insécurité alimentaire, mais plutôt à rendre des produits plus facilement accessibles à des gens qui avaient déjà la capacité de s'assurer la sécurité alimentaire.

Nous avons donc décidé de niveler vers le bas et de creuser davantage la question de l'insécurité alimentaire. Nous avons vite réalisé que nous n'avons pas une économie au sein de nos communautés. Chaque fois qu'un dollar est dépensé dans nos communautés, 93 ¢ de ce dollar quitte la communauté lors de la première transaction. C'est énorme.

Nous nous sommes penchés sur le problème et nous nous sommes demandé comment faire pour créer une économie. Parce qu'en effet, il faut créer une économie pour pouvoir créer des emplois. Si on crée des emplois, on crée de la richesse au sein de la communauté. Si on fait en sorte de faire circuler chaque dollar le plus grand nombre de fois possible avant qu'il ne quitte la communauté, cela revient effectivement à créer de la richesse dans la communauté.

Nous avons étudié les microentreprises. J'écoutais tout à l'heure un témoin déclarer qu'il n'y avait pas un grand marché pour exploiter une entreprise. Oui, c'est exact, si vous regardez l'entreprise en question comme étant d'une taille normale. Mais il faut savoir faire preuve d'innovation. Les Inuits sont les gens les plus innovateurs qui soient. C'est ce qui leur a permis de survivre pendant des milliers d'années. Ils ont prospéré parce qu'ils étaient innovateurs. Ils ont inventé les lunettes de soleil. Ils ont inventé les kayaks. Ils ont inventé tellement de choses simplement parce qu'ils en avaient besoin.

En créant de microentreprises, on parvient à faire circuler le même dollar plusieurs fois. C'est ainsi que l'on crée de la richesse pour un tas de gens et qu'on leur permet de se procurer diverses choses.

Pour ce qui est de nos entreprises, nous avons le magasin en ligne, mais nous envisageons aussi de créer un magasin autosuffisant. Nous estimons que les inégalités sont très marquées au sein des communautés sur le plan de la richesse individuelle. D'ailleurs, la majorité des témoins précédents en ont déjà parlé.

Comment allons-nous procéder pour créer ce magasin? Nous examinons le programme de soutien des chasseurs-cueilleurs. Nous avons mené principalement des projets pilotes au cours desquels nous rémunérons les chasseurs pour qu'ils aillent à la chasse. Lorsqu'ils reviennent avec de la viande, ils nous la remettent et nous la vendons localement à un prix très réduit.

La majorité des membres de notre communauté comptent sur les aliments traditionnels pour plus de 30 % de leur consommation alimentaire. Certains comptent encore plus que d'autres sur les aliments traditionnels, parfois jusqu'à 60 % et plus de leur consommation alimentaire. Nous avons réalisé une étude et un plan d'affaires en vue de créer un magasin autosuffisant. Ce magasin autosuffisant sera doté d'une serre pour la production de fruits et légumes, mais il aura aussi une boucherie. Il reposera sur une base modulaire, donc il pourra être constitué de diverses composantes. Peu importe de quoi la communauté aura besoin, c'est de cette manière que nous pourrons y répondre.

• (1220)

Cette installation modulaire permettrait aux chasseurs de chasser le phoque et le caribou et de pêcher le poisson. Au retour, nous serions équipés pour transformer le produit de leurs activités en aliments. Nous allons aussi faire des échanges avec d'autres communautés. Naujaat est très riche en caribous, mais elle manque de certains autres produits. Nous allons donc pouvoir réaliser des échanges d'aliments traditionnels transformés qui nous permettront de créer un marché au sein de nos communautés.

Nous travaillons aussi...

Le président: Votre temps est presque épuisé, monsieur Recinos. Pourriez-vous conclure s'il vous plaît?

M. Merlyn Recinos: Oui.

Nous avons examiné différents scénarios et nous travaillons même avec l'Agence spatiale canadienne ainsi qu'avec la NASA en vue de créer des systèmes susceptibles de redonner l'autonomie alimentaire aux communautés inuites.

Le président: Je suis sûr que cette discussion sera reprise. Si quelque chose nous échappe, et si nous ne l'entendons pas revenir, vous pouvez certainement soumettre d'autres renseignements écrits à notre comité.

Je vous remercie.

M. Merlyn Recinos: Merci.

Le président: J'invite maintenant la cheffe Joseph à prendre la parole pendant six minutes.

Cheffe Roberta Joseph, bienvenue.

La cheffe Roberta Joseph (Tr'ondëk Hwëch'in First Nation): Bonjour.

J'aimerais vous remercier tous de m'offrir l'occasion de vous présenter aujourd'hui, au nom des Tr'ondëk Hwëch'in, un exposé sur la sécurité alimentaire dans les collectivités du Nord, car il s'agit d'une priorité cruciale pour les Tr'ondëk Hwëch'in.

La sécurité alimentaire est une préoccupation croissante dans notre communauté nordique. Avoir accès en tout temps à des aliments frais et nutritifs est essentiel à la culture et au bien-être physique des Tr'ondëk Hwëch'in. Nos aînés nous ont informés de l'importance d'assurer un approvisionnement alimentaire adéquat et des risques de pénurie à venir.

Les Premières Nations du Yukon ont pris des mesures pour répondre à ces préoccupations, notamment en aménageant des jardins communautaires et des fermes. L'assemblée générale des Tr'ondëk Hwëch'in a ordonné à son conseil de s'occuper des questions liées à la sécurité alimentaire, notamment le développement d'une production alimentaire locale durable et la garantie du respect et du maintien des droits des Autochtones sur les aliments traditionnels.

Presque tous les aliments vendus dans les magasins de Dawson, y compris les denrées périssables, sont expédiés à notre communauté par camion de transport. Le long trajet jusqu'à Dawson depuis les grands centres de distribution du Sud, souvent à 35 heures de route ou plus, ajoute un coût considérable à l'épicerie. Le prix des aliments ainsi majoré est souvent une épreuve pour nos citoyens des Premières Nations, surtout ceux qui vivent dans des conditions difficiles. La garantie d'approvisionnement est également ténue, comme l'a illustré le cas d'une autoroute que les eaux ont emportée en 2012, coupant les voies d'approvisionnement vers le Yukon. Dans les heures qui ont suivi la fermeture de l'autoroute, il n'y avait plus de produits frais dans les magasins, les gens ayant fait des réserves en prévision de longues interruptions de l'approvisionnement.

La diminution de l'offre d'aliments traditionnels et les répercussions sur le mode de vie des Premières Nations sont moins connues. Aussi, la sécurité alimentaire au Canada est définie dans une optique occidentale et mesurée par des indicateurs économiques. Plus précisément, la capacité d'une personne d'acheter de la nourriture est le seul facteur déterminant de la sécurité alimentaire. Cette mesure ne tient toutefois pas compte de l'importance des aliments et des médicaments traditionnels. Le régime alimentaire des membres des Premières Nations du Yukon repose sur l'accès à des populations saines de poissons, de caribous, d'originaux et d'oiseaux. La chasse et la pêche de ces animaux font appel à des pratiques traditionnelles qui font partie intégrante de notre sentiment d'identité et du maintien de notre culture.

Si notre peuple a eu accès à une faune abondante pendant des millénaires, cet approvisionnement n'est plus garanti. Récemment, l'effondrement des stocks de saumon quinnat a nécessité plusieurs années de renoncement volontaire à la pêche traditionnelle, et le quinnat figure maintenant sur la liste des espèces préoccupantes. Ne pas pêcher le saumon a signifié la fin abrupte d'une pratique culturelle qui a survécu à de nombreuses générations.

Le changement climatique et l'empiétement du développement ont également un impact sur les modèles de migration de la faune, y compris le caribou, ce qui a entraîné une déconnexion entre les citoyens Tr'ondëk Hwëch'in et les pratiques de chasse traditionnelles. Le conseil des Tr'ondëk Hwëch'in a prêté sa voix aux efforts visant à limiter le développement, tant en Alaska qu'au Yukon, qui aurait un impact sur ces schémas migratoires.

À la demande de nos citoyens, les Tr'ondëk Hwëch'in ont aménagé une ferme consacrée à l'exploitation et à la formation, afin d'assurer la sécurité alimentaire de nos citoyens et de la grande communauté du Klondike. Nous avons aménagé cette ferme avec l'aide financière du gouvernement canadien et conçu une formation en agriculture adaptée à la culture avec le Collège du Yukon. La cohorte initiale des étudiants comptait 18 membres de la Première Nation Tr'ondëk Hwëch'in, dont plusieurs jeunes et personnes vulnérables.

Nos efforts ont également été reconnus par un investissement substantiel du prix Inspiration Arctique qui a servi à la construction d'une serre trois saisons. La ferme augmente régulièrement sa capacité de fournir des produits locaux et des viandes. Nourrir notre communauté est une grande source de fierté pour notre Première Nation. Nous espérons que cette ferme deviendra une partie intégrante de notre culture, comme la pêche et la chasse l'ont été depuis des temps immémoriaux.

En conclusion, les rivières et les forêts qui s'étendent sur des centaines de kilomètres de part et d'autre de la ville de Dawson ont assuré la subsistance des Tr'ondëk Hwëch'in pendant des millénaires, mais un monde et un paysage littéralement changeants ont nécessité une adaptation pour assurer un approvisionnement alimentaire adéquat.

De nombreuses questions se posent encore sur ce que l'avenir nous réserve, notamment la manière dont les aliments seront transportés vers notre communauté au fur et à mesure de l'élimination des véhicules fonctionnant au pétrole. L'aide financière fédérale continue pour notre ferme et d'autres exploitations semblables des Premières Nations est cruciale, tout comme l'engagement du Canada à respecter ses obligations nationales et internationales concernant le droit des Premières Nations d'accéder à un environnement alimentaire sûr et sain et d'en bénéficier.

J'aimerais remercier le Comité de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer aujourd'hui, et je remercie les auteurs de tous les exposés qui ont été présentés.

Mahsi cho.

• (1225)

Le président: C'est un plaisir pour nous d'entendre des exposés comme celui que vous venez de nous présenter, cheffe Joseph, ainsi que ceux de nos invités d'Arctic Fresh.

Le moment est venu d'entendre les questions du Comité. J'ai M. Schmale, M. Battiste, Mme Bérubé et M. Cannings.

Monsieur Schmale, êtes-vous prêt à commencer?

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Je suis prêt.

Merci, monsieur le président, et merci à nos témoins.

Cheffe Joseph, je vais commencer par vous. Vous avez parlé de l'évolution du paysage. Il semble que, dans certains cas, le transport soit un gros problème. Parle-t-on dans votre communauté ou même au sein du gouvernement territorial de ports en eau profonde pour faciliter l'accès au transport maritime?

La cheffe Roberta Joseph: Malheureusement, nous ne pouvons pas avoir de port en eau profonde. Nous avons le fleuve Yukon, qui gèle chaque hiver. Le fleuve Yukon est un long fleuve, le plus long dans le nord du Canada. Il traverse l'Alaska et se jette dans la mer de Béring, il est donc assez long.

L'autre port qui se trouve près du Yukon est celui de Skagway, en Alaska. Je suppose qu'il est plus compliqué d'expédier des marchandises depuis un autre pays. Nous n'avons pas eu de discussions à ce sujet avec le gouvernement du Yukon. Nous avons eu des discussions au sujet du transport et de la mise en oeuvre de mesures d'urgence au cas où le transport vers le Yukon serait perturbé. Il y a des moments où les mesures d'urgence ne peuvent pas être prises assez rapidement. C'est une chose dont nous devons tenir compte davantage dans le cadre des mesures d'urgence.

Merci.

M. Jamie Schmale: Merci beaucoup, cheffe Joseph. Je vous remercie.

Je vais passer maintenant rapidement au groupe d'Arctic Fresh.

Je veux poursuivre la conversation sur le fait de garder l'argent dans la communauté et d'offrir cette occasion économique aux citoyens. Pouvez-vous parler un peu de ce que vous venez de conclure, du travail que vous faites avec l'Agence spatiale canadienne pour aider l'accès à la nourriture?

M. Merlyn Recinos: Merci.

Nous travaillons avec cette [Difficultés techniques]. Nous avons commencé par un programme de culture des légumes à Cambridge Bay, où nous renforçons les capacités des particuliers avec la station de recherche arctique de Cambridge Bay. Nous l'avons en fait développé davantage. Comme vous le savez, cette agence a lancé le Défi de l'alimentation dans l'espace lointain, qui porte sur la façon dont nous utilisons la technologie pour innover sur le plan de la production alimentaire dans des climats difficiles. Ce projet se déroulera éventuellement dans l'espace, mais les tests se feront sur terre, ce qui pourra avoir un impact important sur la population humaine.

Nous travaillons avec eux pour voir comment nous pouvons utiliser les technologies du monde entier — car le défi est ouvert au monde entier — et les intégrer à ce que nous avons déjà ici. Nous espérons pouvoir rendre cette autonomie alimentaire à nos communautés afin qu'elles puissent cultiver, récolter et transformer leurs aliments et, ce faisant, créer des emplois. Si vous faites venir un légume ou une viande du Sud, cela crée des emplois dans ces endroits, mais les emplois que cela crée ici sont mal payés.

Comment créer de meilleurs emplois au sein de notre communauté? Il faut renforcer les capacités et utiliser les systèmes et les innovations pour être en mesure de les créer.

• (1230)

M. Jamie Schmale: Qu'en est-il de la capacité de transformation? De toute évidence, elle est assez faible, mais vous avez raison au sujet des emplois dans le Sud. Est-ce que trop de règles, de règlements et de lourdeur administrative empêchent quelqu'un — même une coopérative ou autre chose — d'ouvrir une usine de transformation, que ce soit pour la viande ou autre, dans le Nord?

M. Merlyn Recinos: Non. Comme je l'ai dit, nous avons étudié la capacité et produit un plan d'affaires. Le plus important était de trouver un lieu de transformation certifié sur le plan sanitaire. Il faut qu'il soit certifié pour que nous puissions transformer des aliments. Nous avons envisagé des modules. Le module de stockage en conteneurs autonomes correspond vraiment à ce dont nous avons besoin. Si la communauté est grande, on peut avoir deux modules de traitement. Si elle est petite, un seul module de traitement pourrait suffire.

L'infrastructure est un des plus gros problèmes. L'infrastructure est coûteuse dans le Nord. Pour que quelqu'un investisse dans ce domaine, il faut un solide engagement. Cependant, il nous faut un tel engagement fort si notre objectif final est de pouvoir lutter contre l'insécurité alimentaire. Maintenant, nous le faisons de deux façons: nous créons des aliments locaux à un coût réduit, et nous créons également des emplois dans la communauté.

M. Jamie Schmale: Est-ce qu'on envisage — et votre groupe l'envisage probablement déjà — des serres à grande échelle ou quelque chose du genre, pour cultiver des légumes toute l'année et essayer de stabiliser ce marché?

Le président: Très brièvement, allez-y.

M. Merlyn Recinos: Merci.

Oui, nous avons examiné la question. À dire vrai, les serres à grande échelle n'ont pas beaucoup de sens parce que notre communauté est petite et le coût du transport vers d'autres communautés est trop élevé. Nous avons également envisagé une serre modulaire qui pourrait être agrandie ou rétrécie selon les besoins de la communauté.

Le président: Merci beaucoup.

M. Battiste est l'intervenant suivant, pour six minutes.

Allez-y, monsieur.

M. Jaime Battiste (Sydney—Victoria, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais commencer avec Arctic Fresh. Vous avez dit qu'il n'y a pas beaucoup de solutions qui sont mentionnées, mais vous avez eu une idée unique, que j'ai bien entendue. Vous avez parlé de l'importance d'établir une économie par le biais de microentreprises.

Pouvez-vous me dire en quoi cela diffère du fonctionnement des coopératives, et pourquoi il s'agit d'une pratique exemplaire que le gouvernement devrait envisager?

M. Merlyn Recinos: Dans le système des coopératives, il s'agit de créer des revenus pour la communauté, pour les propriétaires, en fin de compte. Dans la plupart des cas, ce système n'est pas géré ou dirigé par les propriétaires. Ils achètent, ils paient et à la fin de la journée, ils reçoivent des bénéfices, si le système est bien géré.

Dans le cas de la microentreprise, celle-ci représente le gagnepain de son propriétaire, et donc, il veut qu'elle réussisse. De plus, il a l'autonomie nécessaire pour prendre des décisions sur ce qu'il veut faire dans son entreprise.

Nous renforçons les capacités en ce moment même. Nous avons aidé 15 petites entreprises à s'ouvrir sur l'île de Baffin, et nous le faisons en leur apprenant comment gérer correctement une entreprise sur le terrain. Nous les soutenons sur le plan de la logistique. Nous les aidons pour tout le reste. Maintenant, ils gèrent leurs propres entreprises, et il s'agit de leur investissement dans celles-ci. Ce dont ils parlent le plus, c'est de vouloir faire quelque chose pour leur communauté, mais aussi pour leurs enfants. L'investissement est le plus important et ils en sont fièrement propriétaires, alors que dans un système où tout est fait sur mesure et en strates successives, ils achètent et obtiennent des bénéfices, mais leur participation est minime entre les deux.

• (1235)

M. Jaime Battiste: Pouvez-vous développer cela un peu plus et me dire si vous pensez qu'il suffit que les communautés soutiennent leurs économies respectives pour que la sécurité alimentaire soit assurée, ou si la solution est plus complexe? N'hésitez pas à développer le sujet, car je le trouve intéressant.

M. Merlyn Recinos: Je vais vous donner un exemple rapide.

Disons que vous avez 100 \$ et que vous voulez acheter une tasse à café. Vous allez acheter cette tasse à café à la coopérative au prix de 100 \$. La coopérative gagne, disons, 20 \$ sur la tasse à café. Le reste est expédié dans le Sud. Maintenant, ce que la coopérative fait, c'est réinvestir cet argent et embaucher quelques personnes ici et là.

Avec les microentreprises, supposons que vous allez acheter cette tasse à une microentreprise. Vous donnez 100 \$ à cette personne. Elle va avoir besoin de vêtements. Elle va se rendre dans la microentreprise de vêtements pour les acheter. Vous avez fait circuler cet argent et vous avez créé une économie.

Autant de fois que vous pouvez faire circuler ces 100 \$ dans la communauté, vous créez cette économie. Vous leur donnez l'occasion de trouver un emploi. Ils en ont le contrôle, ce sont eux qui décident.

Cela s'articule sur la façon dont nous faisons entrer les gens dans le système commercial ou dans l'économie salariale — mais à leurs propres conditions.

M. Jaime Battiste: Pensez-vous que cela permettrait de remédier au fait qu'il y a beaucoup d'inégalité dans le coût des choses dans le Nord? Vous êtes toujours confrontés à des taux et à des prix plus élevés, mais, si je comprends bien, vous les répartissez.

Cela signifie-t-il que les défis que la sécurité alimentaire représente sont résolus?

M. Merlyn Recinos: D'une certaine manière, oui.

Quand on parle de sécurité alimentaire, on pense souvent à la nourriture. On ne pense pas à tout le reste qui en fait partie. Si l'on étudie en profondeur le sujet de la sécurité alimentaire, il ne s'agit pas seulement de la nourriture. Il s'agit aussi des salaires, de l'emploi.

Je vais vous donner un exemple rapide. Les logements coûtent très cher dans le Nord. Pourquoi? Parce que la plupart des gens qui construisent ces maisons dans le Nord viennent de l'extérieur de notre territoire, poussant à la hausse le coût du transport aérien, de l'hébergement et des repas pour tous les gens qui sont ici. Prenons le logement qui coûterait, disons, entre 150 000 et 250 000 \$, parce qu'il faut maintenant compter le transport aérien, l'hébergement et les repas.

En faisant cela localement et en créant des économies locales, on peut non seulement réduire le coût du logement, mais aussi garder autant d'argent que possible dans la communauté. Ce faisant, on a créé plus d'emplois et plus de salaires qui peuvent être répartis dans la communauté.

Comme je l'ai dit, pour en revenir à la sécurité alimentaire, c'est un terme très complexe. Nous devons l'examiner selon une perspective plus globale.

M. Jaime Battiste: Étant donné le marché unique dans lequel vous travaillez, y a-t-il des domaines précis dans lesquels des politiques gouvernementales pourraient soutenir votre travail?

M. Merlyn Recinos: Il y a effectivement beaucoup de choses. Nous avons parlé du programme Nutrition Nord. Nous avons eu beaucoup de mal au début de ce programme. Du fait même de sa conception, le programme Nutrition Nord est vraiment destiné aux gros détaillants. Il n'est pas vraiment conçu pour les particuliers. Il n'a pas été créé pour les petits détaillants. Il a été créé pour les gros détaillants.

Il y a aussi la possibilité de financer davantage de programmes de soutien de la récolte qui pourraient encourager l'économie des communautés. Quant à l'infrastructure, la plupart des personnes qui m'ont précédé en ont parlé, alors je ne veux pas le répéter, mais cet investissement est destiné à la communauté et à ses habi-

tants — pas tellement aux détaillants et à leurs employés, mais à la communauté elle-même.

Le président: Merci beaucoup.

Madame Bérubé, vous avez six minutes. Allez-y, s'il vous plaît.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie, monsieur le président.

Mes questions s'adressent aux représentants d'Arctic Fresh.

Vous avez dit tantôt que vous combattiez l'insécurité alimentaire et que vous aviez un magasin en ligne. Vous avez aussi parlé des différents degrés d'instabilité alimentaire.

Pourriez-vous nous parler davantage de ce sujet?

● (1240)

[Traduction]

M. Merlyn Recinos: Oui, merci.

Nous exploitons ce que j'appelle une pieuvre — je suppose que c'est devenu une pieuvre.

Au début, nous gérons un magasin en ligne, grâce auquel nous voulions fournir aux communautés des aliments plus abordables, de meilleure qualité et plus variés. Petit à petit, plus la notion d'insécurité alimentaire s'est concrétisée, plus nous nous sommes rendu compte que ce n'était pas aussi simple que cela. Si nous voulions vraiment lutter contre l'insécurité alimentaire, nous devons en faire plus. Aujourd'hui, nous exploitons donc la boutique en ligne, nous avons une entreprise de construction, nous avons une compagnie de vols nolisés et nous avons également cette entreprise de développement commercial. Tout cela pour aider les communautés et leurs habitants, pour leur donner le moyen de faire quelque chose, à leur façon.

J'ai dit que nous exploitons beaucoup de choses différentes. En ce moment, nous sommes en train de rénover un bâtiment de 4 000 pieds carrés à Igloolik que nous allons transformer en siège social, où nous allons recruter des gens pour gérer toutes nos activités, ici à Igloolik.

Nous envisageons également de construire trois des magasins autonomes dont je vous ai parlé, dans trois communautés différentes, afin de faire des échanges d'aliments traditionnels. Nous avons beaucoup de poisson et de phoque, par exemple, mais nous n'avons pas beaucoup de muktuk ou de caribou.

Nous voyons l'insécurité alimentaire comme un problème complexe et nous essayons de déterminer comment nous pouvons attaquer chacune de ses strates.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: On parlait plus tôt des aliments traditionnels. On sait fort bien que ces derniers ont une importance relative à la santé physique et mentale des membres de toutes les communautés.

Pourriez-vous nous parler davantage de l'importance de ces aliments?

[Traduction]

M. Merlyn Recinos: Oui. Les aliments traditionnels sont irremplaçables. C'est quelque chose qui relie l'individu à la terre, et vice versa. Nos communautés dépendent fortement des aliments traditionnels — poisson, caribou, phoque, morse. Comme je l'ai dit, au moins 30 % de nos communautés — d'après une de nos études — dépendent des aliments traditionnels. Il nous faut maintenant déterminer comment nous pouvons les soutenir.

M. Thorhaug a parlé de l'économie salariale et du fait que, pour les chasseurs, l'achat des machines et des autres choses coûte cher. Nous pouvons les soutenir en subventionnant une partie de ces dépenses. Nous pouvons les soutenir en subventionnant une partie de l'équipement, ainsi que le pétrole et le gaz utilisés. En échange, ils reviennent et nous vendent leur nourriture, l'omble et tout le reste. Nous les transformons et pouvons les vendre localement à un coût bien moindre.

À l'heure actuelle, nous n'avons que quelques usines de transformation au Nunavut, mais si je veux acheter ici, à Igloodik, un filet d'omble chevalier à l'usine de transformation de Rankin Inlet, il me coûte 60 \$, alors que je peux m'en procurer un chez un chasseur à 20 \$.

Comment donc pouvons-nous gagner en procédant à la transformation localement, en créant des emplois et en créant une économie?

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: J'aimerais poser une question à la cheffe Joseph.

L'accès aux programmes fédéraux pourrait-il être amélioré pour ce qui est des infrastructures alimentaires communautaires, selon vous?

[Traduction]

La cheffe Roberta Joseph: Merci pour cette question.

Oui, je pense que ce serait formidable d'améliorer l'accès, par exemple en cas d'urgence. Nous avons envisagé, entre autres, un dirigeable, ainsi que de travailler en collaboration avec eux. Je pense que d'autres Premières Nations aideraient aussi nos Premières Nations. Si nous avions quelque chose comme cela, nous serions en mesure de faire face aux situations d'urgence. Nous pourrions soutenir les mesures d'urgence dans ce sens aussi.

Le transport n'est pas le seul problème dans le Nord. Il y a le coût élevé de la nourriture, surtout pour les personnes dont le revenu est faible ou qui dépendent de l'aide des services sociaux. Elles arrivent à peine à boucler le mois. Il y a tellement de facteurs liés à la sécurité alimentaire qui ont déjà été mentionnés dans les exposés.

• (1245)

Le président: Le temps est écoulé. Merci, cheffe Joseph, et merci à vous, madame Bérubé.

Richard Cannings, bienvenue au Comité. Vous avez la parole pour six minutes.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Je vous remercie.

J'aimerais remercier les témoins d'être ici aujourd'hui. Je vais commencer par la cheffe Joseph. Dans ma vie antérieure, j'étais biologiste. J'ai eu le plaisir et le privilège de passer quelques étés à faire des relevés biologiques dans le nord du Yukon. J'ai trouvé in-

teressant de vous entendre parler d'agriculture. Je ne pense pas que beaucoup de gens dans le sud du Canada se rendent compte à quel point il fait chaud à Dawson en été. Je suis originaire de la vallée de l'Okanagan et croyez-moi, il faisait souvent très chaud à Dawson lorsque j'y étais. Avec ces longues journées, je sais que vous pouvez produire de merveilleux aliments.

Je voulais vous parler de quelques-uns des autres aliments traditionnels que vous avez mentionnés. L'un d'eux est le saumon quinnat. Vous vous inquiétez des populations de saumon quinnat. C'est une préoccupation générale en Colombie-Britannique et au Yukon.

Je vous parle depuis le territoire du peuple Syilx, la nation Syilx Okanagan. Elle mène actuellement un programme de réhabilitation du saumon quinnat. Je dois dire que j'ai eu le plaisir de manger du saumon quinnat du Yukon, qui avait été pêché par les Premières Nations de la région de Mayo.

Je voulais simplement vous demander quelle aide vous obtenez du ministère des Pêches et des Océans concernant ce qui vous inquiète au sujet des populations de saumon quinnat, ce qui en est la cause et comment en améliorer la situation.

La cheffe Roberta Joseph: Il y a là beaucoup de bonnes questions.

Grâce à notre processus de collaboration décrit dans nos traités, nous sommes en mesure de travailler en collaboration avec le ministère des Pêches et des Océans à l'échelle régionale pour tenter de remédier au déclin du saumon quinnat. Nous travaillons principalement avec lui sur la façon dont nous gérons les prises, car il s'agit d'une espèce internationale. Elle migre du Yukon à la mer de Béring en passant par l'Alaska, puis revient.

Il y a plus de 100 communautés, principalement le long du fleuve Yukon et en Alaska, qui dépendent du saumon quinnat. Nous avons dû cesser volontairement de ne pas pêcher pendant un cycle de vie complet. Nous avons récemment prolongé cet engagement d'une année, jusqu'à ce que nous ayons mis en place un plan de gestion de la pêche au saumon pour notre Première Nation. Nous travaillons également avec les autres Premières Nations du Yukon.

À l'occasion, nous nous réunissons au sein du comité international du fleuve Yukon, en Alaska ou ici au Yukon, pour parler de la question du saumon quinnat. Nous examinons tous les indicateurs qui identifient la génétique du saumon en Alaska, du côté américain et du côté canadien, et nous déterminons la quantité totale de prises admissibles. Malheureusement, depuis de nombreuses années, il faut également tenir compte de l'échappée à la frontière. Depuis de nombreuses années, l'échappée à la frontière a été en deçà des prévisions et les chiffres n'ont cessé de baisser. De nombreux facteurs expliquent ce déclin, comme le réchauffement des océans et des rivières pendant la migration, comme les cours d'eau d'élevage et le cours principal du Yukon.

• (1250)

M. Richard Cannings: L'autre espèce que vous avez mentionnée qui a ce schéma migratoire entre l'Alaska et le Yukon est le caribou. J'ai passé un été à Old Crow avec les Gwitchin Vuntut et je sais à quel point ils sont inextricablement liés au caribou. Récemment, les menaces d'ouverture de la réserve faunique nationale de l'Arctique à l'exploration et à l'exploitation pétrolières ont suscité beaucoup d'inquiétudes. Je me demande comment se déroule la gestion du caribou, de votre point de vue, et comment le gouvernement fédéral pourrait y contribuer.

La cheffe Roberta Joseph: En ce qui concerne le caribou de la Porcupine, qui est l'espèce internationale dont nous parlons ici, nous avons le Conseil de gestion du caribou de la Porcupine. Huit communautés du Nord et les gouvernements fédéral et territorial font partie de ce conseil. Ils se réunissent et examinent toutes les données — les indicateurs biologiques, les modèles de migration et le recensement de la population de la harde.

Nos communautés travaillent en étroite collaboration dans le cadre de ce conseil. Il y a une réunion annuelle qui fournit des recommandations à toutes les parties affiliées. Il n'y a pas de relation vraiment forte au sein du conseil international, et je pense que c'est là que le gouvernement fédéral pourrait intervenir et aider à faire en sorte que l'accord international soit appliqué et respecté. Les Alaskiens ne s'engagent pas à fournir des membres au conseil. Par conséquent, il n'y a pas de réunion du conseil international qui porte sur le caribou de la Porcupine. C'est l'un des défis à relever.

Il y a aussi le défi des effets du changement climatique sur le caribou de la Porcupine. Celui-ci n'est pas revenu dans notre territoire traditionnel depuis au moins six ans.

Le président: Je suis désolé de vous interrompre. Nous sommes dans les temps — au-delà, en fait.

M. Richard Cannings: Merci.

Le président: Je vais encore une fois demander l'indulgence du Comité. Je pense que nous pourrions avoir une deuxième série partielle de questions si nous prolongeons la séance. Sommes-nous d'accord, membres du Comité, pour faire un autre tour avec des interventions de chacune des parties — cela ferait quatre — pour conclure ce témoignage? Quelqu'un s'y oppose-t-il?

Comme je ne vois pas d'opposition, j'ai besoin d'une motion pour prolonger la séance après 13 heures. Quelqu'un peut-il proposer une motion? Eric Melillo.

(La motion est adoptée.)

Le président: Nous allons passer à deux questions de cinq minutes de M. Vidal et Mme Zann, puis nous terminerons avec M. Cannings et Mme Bérubé, bien sûr.

Monsieur Vidal, vous avez cinq minutes.

M. Gary Vidal (Desnéthé—Missinipi—Rivière Churchill, PCC): Merci, monsieur le président.

J'aimerais commencer par dire à quel point j'ai aimé le témoignage de chacun d'entre vous aujourd'hui. Les renseignements fournis ont été fascinants et précieux.

Les solutions qui viennent de la communauté locale, où l'on vit l'expérience et où l'on voit ce qui se passe, sont toujours plus valables que les solutions imposées de loin. Je vous suis reconnaissant des témoignages que vous avez apportés et de vos réponses à des questions qui vous ont déjà été posées.

Pour les représentants d'Arctic Fresh, M. Recinos et M. Cendou, j'aime beaucoup votre approche entrepreneuriale pour résoudre des problèmes sur le plan de l'économie locale et des occasions pour les gens dans vos communautés. C'est une conversation que j'ai eue pendant des années dans le nord de la Saskatchewan, très loin de chez vous.

Je pourrais vous écouter parler de ce que vous avez fait pendant des heures. Je suis fasciné par ce que vous faites, et je vous en remercie. Cependant, j'aimerais changer de sujet pour entendre un

point de vue différent pendant un instant, au sujet de quelque chose de nouveau.

J'ai regardé les renseignements donnés sur votre site Web, votre histoire et votre parcours. Vous parlez de vos trois piliers, la santé, la communauté et les jeunes. J'aimerais approfondir un peu ou vous demander votre avis sur la valeur de l'éducation de vos jeunes dans le contexte d'une alimentation saine, de l'esprit d'entreprise, de... Il est tellement important d'éduquer nos jeunes pour pouvoir apporter des changements à long terme dans le contexte de tout ceci. Je serais curieux de connaître votre point de vue à ce sujet.

Je vais commencer par M. Recinos.

Cheffe Joseph, je tiens à vous dire que je vais vous revenir et vous poser la même question dans le contexte de votre vécu.

• (1255)

La cheffe Roberta Joseph: Bien sûr.

M. Merlyn Recinos: Merci.

Les jeunes sont sans aucun doute l'un de nos piliers. Il faut essentiellement déterminer comment renforcer les capacités.

Tout le monde n'a pas grandi en mangeant des légumes dans nos communautés. Tout le monde n'a pas grandi en mangeant ce genre d'aliments. Alors, comment renforcer localement les capacités pour que nous puissions en tirer parti? La majorité des produits qui bénéficient de grosses subventions actuellement sont des produits que nous avons l'habitude de manger dans les collectivités du Sud, mais pas tellement ceux que mangent historiquement et maintenant nos communautés.

Ce que nous faisons par exemple est de donner des cours de cuisine dans les salles communautaires. Nous enseignons comment utiliser différentes choses et comment faire différentes recettes. Nous incorporons les aliments traditionnels provenant de la chasse, comme l'omble chevalier, le caribou et d'autres aliments du genre, avec d'autres, comme des légumes et d'autres aliments. Permettez-moi de vous donner un exemple rapidement.

Une fois, nous avions beaucoup de brocolis dans notre communauté, alors nous avons commencé à enseigner comment faire différents types de salades de brocoli. Auparavant, dans les activités de vente ou d'échange, tout le monde vendait de la poutine en soirée. Pour les gens qui souhaitaient manger une bouchée, il y avait de la poutine. Maintenant, on vend de la salade de brocoli avec des club sandwiches. La communauté aime beaucoup. Les gens aiment les différents saveurs, les différents types de salades de brocoli qui peuvent être préparées. Il faut avoir les capacités. Nous devons nous concentrer sur cela, sur le renforcement des capacités localement.

Les jeunes sont notre avenir. Nous devons vraiment nous concentrer là-dessus, mais nous le faisons aussi dans une perspective d'affaires. Nous enseignons à des jeunes de différentes communautés comment créer et gérer leur propre entreprise. Nous nous sommes associés à Makigiaqta. Nous couvrons leurs frais. Nous les aidons avec la logistique. Nous les aidons à établir des partenariats avec des fournisseurs, et d'autres choses de ce genre, afin que les jeunes puissent commencer à exploiter leur petite entreprise dans leur collectivité.

Lorsque les gens voient que quelqu'un le fait, ils veulent le faire aussi, ce qui crée un effet d'entraînement. Ils apprennent quels aliments manger, ils apprennent à cuisiner différents aliments et, en même temps, ils apprennent différentes activités qui vont leur permettre d'être autosuffisants ainsi que leur communauté.

Le président: Cheffe Joseph, vous avez seulement une minute, si vous voulez ajouter quelque chose sur ce point.

La cheffe Roberta Joseph: Comme il a été mentionné, les jeunes jouent un rôle essentiel et important dans notre communauté. Nous investissons beaucoup dans notre jeunesse. Les jeunes ont des intérêts différents. Alors, nous essayons d'orienter nos actions en fonction de leurs intérêts. De nombreux jeunes étaient intéressés par le travail à la ferme et par l'apprentissage de l'agriculture dans le cadre du programme de formation. Il est essentiel et important pour notre communauté que ceux-ci reprennent la gestion de la ferme un jour.

Nous attendons avec impatience que ce jour arrive, car nous continuons à investir massivement dans la ferme. Il est important d'avoir une certaine sécurité alimentaire, et le projet permet de renforcer et de développer l'économie de notre communauté.

Le président: Merci beaucoup, cheffe Joseph.

La parole est maintenant à Lenore Zann qui dispose de cinq minutes.

Je vous en prie, madame Zann, allez-y.

Mme Lenore Zann (Cumberland—Colchester, Lib.): Merci, monsieur le président.

Un grand merci également aux témoins. Vous faites tous un travail très intéressant et très excitant.

Dans le Budget 2021, nous avons annoncé 163,4 millions de dollars sur trois ans pour élargir le programme Nutrition Nord et pour travailler directement avec les partenaires autochtones pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Il est évident que cet investissement va être important.

J'ai une question pour vous concernant où distribuer l'aide.

M. Natan Obed, président de l'Inuit Tapiriit Kanatami, a fait remarquer qu'il existe de profondes disparités socio-économiques dans le Nord — comme vous le savez —, et ce, plus particulièrement, entre les Inuits et les non-Inuits. Il a poursuivi en disant:

... que le programme Nutrition Nord ne tient nullement compte des besoins, si bien que la famille ayant un revenu médian trois à quatre fois plus élevé que celui d'une autre famille profite de la même subvention pour les mêmes produits lorsqu'elle se rend à l'épicerie.

Serait-il souhaitable que le programme Nutrition Nord Canada fournisse un soutien plus ciblé aux familles à faible revenu? Si oui, comment pensez-vous que cela devrait être fait?

Nous pourrions peut-être commencer par la cheffe Joseph et ensuite passer à M. Recinos.

• (1300)

La cheffe Roberta Joseph: Ce serait formidable si l'on pouvait fournir les fonds à la Première Nation ou à la bande pour que celle-ci puisse mettre au point les programmes qui sont nécessaires selon elle et qui peuvent répondre aux besoins de ceux qui en ont le plus besoin. Conformément au principe de Jordan, nous avons un programme alimentaire pour nos jeunes. Nous nous assurons ainsi que tout le monde mange un bon déjeuner trois fois par semaine et

que nos enfants aient les nutriments nécessaires. Nous avons également tiré parti de la coalition contre la pauvreté pour faire des demandes de nourriture. Nous avons aidé les aînés. Ces derniers ont reçu de la viande et de la volaille.

Nous savons qui a besoin de nourriture et nous nous occupons des personnes dans la communauté qui en ont le plus besoin, et qui ont peu ou pas de revenus.

Mme Lenore Zann: D'accord. Merci.

Monsieur Recinos, je vous vois hocher la tête.

M. Merlyn Recinos: Oui. Merci.

Je suis tout à fait d'accord avec la cheffe Joseph. Nous devons collaborer à la création. La clé consiste à collaborer avec nos communautés pour élaborer la meilleure façon de procéder et les éléments que celles-ci considèrent comme prioritaires. Si nous nous penchons sur la situation puis disons: « Voici ce que, selon nous, vous devriez faire », les communautés trouveront cette approche très injuste. En réalité, ce sont elles qui doivent nous dire ce dont elles ont besoin et la façon de leur apporter le soutien.

En tant que commerces ou entreprises sociales, c'est à nous de faire notre travail pour aider nos communautés et les personnes que nous servons. Ce que je ferais donc, c'est de créer des mesures en collaboration avec les communautés pour voir comment ce soutien peut être apporté aux personnes qui en ont le plus besoin et à celles qui en ont besoin à l'échelle communautaire. Ce serait une très bonne façon de faire.

Merci.

Mme Lenore Zann: Merci.

J'ai une autre question — je sais qu'il ne reste plus beaucoup de temps — concernant l'infrastructure. Vous avez tous deux parlé de l'infrastructure et de l'équipement nécessaire pour préserver les produits alimentaires dans le Nord et en prolonger la durée de conservation. Certaines personnes ont dit que l'absence d'infrastructure à cette fin était la plus grande lacune dans le Nord.

Pouvez-vous expliquer chacun les conséquences des lacunes en matière d'infrastructure sur la sécurité alimentaire dans le nord du Canada?

Le président: Répondez très rapidement, s'il vous plaît.

La cheffe Roberta Joseph: Je pense que, à certains endroits, les congélateurs seraient un excellent moyen de conserver les aliments. Je sais qu'il est très coûteux de transporter des congélateurs à certains endroits, mais ils sont l'un des moyens les plus efficaces de conserver les aliments dans le Nord pendant tout l'été. Il serait ainsi possible de conserver les aliments tout au long de l'été au lieu de les jeter aux ordures, parce que c'est ce qui arrive parfois. Il existe également des installations pour la conservation des légumes racines qui sont cultivés en été et qui pourraient être conservés tout l'hiver. Nous avons besoin de ce type d'installations.

Merci.

Mme Lenore Zann: Merci.

Monsieur Recinos, répondez très rapidement, s'il vous plaît.

M. Merlyn Recinos: Merci. Oui, nous avons absolument besoin de congélateurs communautaires, mais aussi de matériel d'emballage pour conserver les aliments dans ces congélateurs. C'est une chose de mettre un caribou dans un congélateur, mais si la viande est brûlée par le froid, elle est perdue. Ce n'est pas qu'une question d'infrastructure; il s'agit également d'avoir les capacités liées à ces infrastructures.

• (1305)

Le président: Merci beaucoup.

Madame Bérubé, la parole est à vous; vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie, monsieur le président.

Ma question s'adresse aux représentants d'Arctic Fresh.

Quels sont les principaux problèmes que vous rencontrez et quelles sont les solutions à apporter pour améliorer la situation dans laquelle se trouve votre coopérative?

[Traduction]

M. Merlyn Recinos: Merci.

Le plus gros problème que nous rencontrons est celui de la logistique avec notre partenaire pour le transport aérien. C'est vraiment l'un de nos plus gros problèmes, c'est-à-dire le temps que la nourriture passe dans différents endroits avant d'arriver dans la collectivité, et la façon dont elle est stockée dans ces endroits. C'est l'un des plus gros problèmes auxquels nous faisons face.

La deuxième difficulté à laquelle nous nous sommes heurtés au début — et qui n'en est plus vraiment une aujourd'hui — était la rigueur de l'examen auquel Nutrition Nord soumettait nos rapports. Nous n'avons reçu aucun soutien, aucune formation, ni aucun moyen pour la production des rapports dont le programme avait besoin. Toutefois, les responsables exigeaient que tout soit parfait et que nous nous assurions de procéder comme eux le souhaitaient. Ces exigences nous ont vraiment causé beaucoup de problèmes au début, car nous n'avions pas d'argent, nous n'avions pas de temps et nous avons très peu d'employés.

Nous avons dû investir et nous avons dû fermer pendant environ sept mois pour cette raison. D'une part, les responsables du programme n'étaient pas satisfaits des rapports que nous soumettions. D'autre part, ils ne nous fournissaient, encore une fois, que très peu de soutien pour nous aider à répondre à leurs exigences.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Cheffé Joseph, d'après vous, quelles sont les solutions pour améliorer l'accès à la nourriture traditionnelle?

[Traduction]

Le président: Vous pouvez répondre très brièvement.

La cheffé Roberta Joseph: L'accès n'est pas une réelle préoccupation ici. Ce qui se passe, c'est que nos aliments traditionnels diminuent, ce qui rend les choses difficiles, comme je l'ai mentionné plus tôt. De plus, les changements climatiques affectent la migration des caribous de la Porcupine, ceux-ci ne suivent plus les mêmes mouvements migratoires qu'auparavant. Je pense qu'il serait utile de réaliser davantage d'études sur les causes du déclin de diverses espèces.

De même, si nous pouvions soutenir notre économie dans les situations d'urgence en investissant dans un dirigeable et en étant capables de le gérer avec certaines Premières Nations ici, nous pourrions aider nos collectivités, ainsi que le Yukon et d'autres entreprises.

Le président: Merci, cheffé Joseph.

Pour terminer, nous donnons la parole à M. Cannings qui dispose de deux minutes et demie.

M. Richard Cannings: Merci.

Je vais commencer avec vous, monsieur Recinos. J'ai vraiment aimé vos commentaires sur l'autosuffisance des collectivités du Nord dans votre témoignage. J'ai moi-même été témoin à petite échelle de l'insécurité alimentaire dans le Nord pendant l'été que j'ai passé à Old Crow. Au début de l'été, tout le monde attendait pour aller dans les camps de pêche, mais tous avaient besoin de réserves de nourriture pour pouvoir y rester pendant un certain temps. La nourriture arrivait à bord d'un seul avion, TNTA de Whitehorse. Il était très difficile de prévoir ce qu'il allait y avoir à bord. Le mardi, les gens se rendaient à l'avion et tout ce qu'ils trouvaient était de la crème glacée. La semaine suivante, ils y retournaient et il n'y avait que des boissons gazeuses. La communauté était réellement prise en otage par cette situation. Tout le monde attendait les biscuits de mer.

Vous avez dit, je crois, que les microentreprises étaient un meilleur modèle que les coopératives. Je suppose que vous vouliez parler des coopératives dans le sens de grandes coopératives, où l'argent sort d'Old Crow ou d'Igloodik ou d'autres collectivités et s'en va directement dans le Sud, au siège social de la coopérative. Qu'en est-il de la différence entre les microentreprises et les petites coopératives dans une communauté? Je n'ai pas bien compris cette partie. Pourriez-vous peut-être préciser ce point et nous dire si de petites coopératives locales seraient un bon modèle?

• (1310)

Le président: Il nous reste environ une minute, mais allez-y, s'il vous plaît.

M. Merlyn Recinos: Merci.

À la base, la coopérative est un très bon modèle pour les communautés. Le problème est que, bien souvent, notre utilisation ne respecte pas les principes fondamentaux qui sont énoncés sur papier ou nous n'appliquons pas ces principes. C'est là que se trouve le problème. Lorsque la communauté n'a pas l'autonomie d'agir, il devient vraiment difficile pour elle de faire quelque chose.

Pour moi, la coopérative peut jouer un rôle important dans les communautés, mais nous devons innover. C'est essentiel. Nous ne pouvons pas rester figés dans le même état d'esprit, autrement nous allons disparaître. Nous devons innover. Si nous ne pouvons pas innover, nous nous retrouvons avec des acteurs comme Amazon. Nous voyons différents acteurs et autres maintenant à Iqaluit. Auparavant, il y avait un système selon lequel aucune concurrence n'était bonne. Puis les géants sont arrivés et ont détruit l'économie, comme c'est le cas à Iqaluit avec Amazon et les autres.

Avant d'arriver à ce point, nous devons innover localement en créant des microentreprises, en créant des débouchés au sein de notre communauté, afin de ne pas laisser les géants comme Amazon, Walmart et les autres prendre le contrôle et détruire réellement notre économie simplement parce qu'ils ont l'argent, le savoir-faire et le reste pour y arriver.

Le président: Merci.

Un immense merci à la cheffe Joseph et à nos invités d'Arctic Fresh. Vous avez entendu les éloges des membres du comité. Ce n'était pas de la fausse flatterie. Ces témoignages ont réellement été remarquables et très utiles. Nos analystes ont maintenant beaucoup de travail à faire pour préparer notre rapport.

Encore une fois, merci mille fois. Vous êtes libres de partir. Nous devons poursuivre brièvement avec les travaux du Comité.

Monsieur le greffier, Mme Jones a un problème avec un changement de témoin. Je pense que nous pourrions approuver rapidement.

Madame Jones, voulez-vous présenter à nouveau votre demande?

Mme Yvonne Jones: Oui.

Ma demande est la suivante que nous échangeons le témoin du programme d'agent de la paix de la Première Nation de Tsawwassen, qui devait comparaître le 13 mai, par Andrew Beynon, le directeur de la gouvernance du code foncier. Ce serait pour le Centre de ressources sur la gestion des terres des Premières Nations et le plan de travail.

Est-ce que tout le monde est d'accord?

Le président: Est-ce que quelqu'un s'y oppose? Est-ce que tout le monde est d'accord?

Je pense que nous avons ce qu'il nous faut.

Monsieur Cannings, aviez-vous levé la main?

M. Richard Cannings: Oui. Je suis désolé. Je suis nouveau dans ce comité, donc je ne connais pas l'histoire entourant ces témoins. Je suppose que ce ne sont pas des témoins invités par le NPD qui sont transférés ailleurs. Je voulais seulement vérifier.

Mme Yvonne Jones: Je ne peux pas répondre à cette question. Je ne sais pas qui avait invité les témoins. Tout ce que je sais, c'est qu'il y avait...

Le président: Le greffier pourrait nous le dire.

Mme Yvonne Jones: Oui, le greffier pourrait nous donner des explications, mais je pense que l'un d'entre eux ne pouvait pas venir, donc on a demandé de changer de témoin.

Le greffier du Comité (M. Naaman Sugrue): Oui, c'est exact. Il s'agit de remplacer un témoin libéral par un témoin libéral.

M. Richard Cannings: C'est bien. Je voulais seulement vérifier.

Le président: Bon, donc nous sommes d'accord sur ce point.

Sur ce, j'accepte une motion pour la levée de la séance.

Mme Zann propose de lever la séance.

(La motion est adoptée.)

Le président: Merci à tous. Nous avons passé deux heures merveilleuses.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>